

La Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

CONDITIONS D'ABONNEMENT		ADMINISTRATION & REDACTION	TROISIÈME ANNÉE — N° 42
FRANCE, ALGERIE COLONIES	EXTÉRIEUR	96, Quai Jemmapes, PARIS-X°	15 Septembre 1927
Six mois . . . 16 fr.	Six mois . . . 22 fr.	Téléphone : Combat 08-02	Prix du numéro 1 50
Un an 30 fr.	Un an 40 fr.	Chèque Postal : Révolution Proletarienne 734-99	(Extérieur : 2 fr.)

SOMMAIRE

L'opposition qui s'est exprimée. P. MONATTE.

Parmi nos lettres :

Le congrès confédéral de Bordeaux. — Cri de guerre et coups de grosse caisse. — La démocratie chez les producteurs d'électricité.

Les premiers pas du bolchévisme. J. GLAIVE.

Dans la Chine nationaliste. . . . A. RANSOME.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

En route pour Bordeaux! (M. CHAMBELLAND). — La bolchévisation des syndicats de Basse-Seine (F. CHARBIT). — Le congrès du Syndicat national des Instituteurs (C. VIDAL).

FAITS ET DOCUMENTS

Les faits de la quinzaine. — Complices! — « American Legion ». — La lettre d'Oudegeest à Jouhaux.

AU CONGRÈS DE BULLIER

L'OPPOSITION QUI S'EST EXPRIMÉE

Nous avons vu, l'autre fois, qu'une minorité importante, formée d'éléments divers, n'avait pas osé s'exprimer au dernier Congrès de la C. G. T. Voyons aujourd'hui ce qui caractérise l'opposition qui s'est exprimée.

Elle aussi a compris des éléments très divers, qu'on peut ranger dans trois groupes : les cheminots du réseau Etat; les « Amis de l'Unité »; les représentants du vieil esprit syndicaliste.

Les cheminots du réseau Etat.

C'est un fait de grande importance que ce soient les cheminots qui mènent la danse de l'unité. La scission partit de chez eux; c'est bon signe que la volonté d'unité reparte de là. Cela prouve qu'ils sentent plus fortement que les autres le préjudice causé au mouvement et l'affaiblissement qui en résulte. Il y a deux ans, c'était déjà sur une motion du réseau Nord, la motion de Saint-Omer, que la bataille pour l'unité s'engageait. Cette année, c'était sur une motion du réseau Etat. Dans deux ans, quel autre réseau reprendra l'initiative? Et se trouvera-t-il isolé comme l'a été le réseau Etat, où bien sera-t-il suivi par les autres réseaux? Des délégués du Nord ont reproché à ceux de l'Etat de ne les avoir pas suivis il y a deux ans. Au Congrès prochain, Etat et Nord boudront-ils le nouveau réseau téméraire? Je m'explique ainsi cette bouderie; l'unité apparaissait facile; on est surpris de se buter à des difficultés énormes; du coup l'on se décourage, passant de l'illusion de l'unité facile à l'illusion de l'unité impossible, au lieu de se demander quelles conditions sont nécessaires et quels efforts tenaces doivent être faits pour surmonter les difficultés. Mais, il n'y a pas à désespérer, les initiatives successives et sans lien entre elles des divers réseaux traduisent un besoin profond; déjà pour les cheminots le besoin d'unité traduit le besoin d'action.

Jouhaux a montré, dans son discours, qu'il s'en rendait parfaitement compte; aussi a-t-il mis en garde les cheminots :

« Il y a presque trente ans, leur a-t-il dit, que vous tournez dans le même cercle infernal et maudit. Tous les dix ans, reconstitution de l'unité, grève générale, échec, persécution, division, anéantissement d'autres mouvements. »

« Prenez garde que cela ne se répète encore une fois. Contre cela, prenez vos garanties, car, parmi ceux qui veulent revenir avec vous il en est pas mal qui ne voient en vous que les éléments dont ils se serviront pour leur cause politique. »

En effet, tous les dix ans, les cheminots sont entraînés à une grève générale. La dernière remonte à 1920. La prochaine est-elle pour 1930, c'est-à-dire pour dans trois ans ?

Regardons de plus près que ne l'a fait Jouhaux, l'histoire des cheminots. Leur première grève générale remonte à 1898, la seconde à 1910, la troisième, les troisième, pourrait-on dire, à 1920. Mais, à chacune de ces dates quel chemin parcouru !

En 1898, malgré une intense préparation par Guérard, la déclaration de grève réunissait vingt-cinq grévistes, je dis bien vingt-cinq ; en 1910, plus de 80.000 ; en 1920, 250.000. Que le même rythme se poursuive et l'arrêt sera total.

Le cercle infernal et maudit dont parle Jouhaux, c'est le cercle imposé par le patronat des Compagnies, le plus orgueilleux, le plus despotique, le plus féodal, qui ne tiendra compte des revendications des cheminots que dans la mesure où elles s'appuieront sur une force, celle de l'organisation unie, capable d'action, et résolue, s'il le faut, à y recourir. Le besoin d'unité n'est qu'un aspect du besoin d'action. En vue de l'action plus ou moins prochaine, mais fatale, les cheminots ont certes le devoir de prendre leurs garanties, mais ils ont à les prendre non seulement contre les éléments qui voudraient se servir d'eux pour des fins politiciennes mais contre ceux qui n'ont pas ou qui n'ont plus confiance dans l'action, dans la grève. Après son cuisant échec de 1898, jamais Guérard ne put se rétablir et retrouver sa confiance dans la lutte ; impossible pour lui de voir le chemin parcouru, l'expérience acquise, la combativité accrue chez les cheminots ; ils partirent en grève en 1910 malgré lui. Son successeur, Bidegaray, ne comprit pas mieux la nouvelle vague de fond de 1920. Jouhaux raisonne comme eux. Quand on ne croit qu'à la défaite, on ne peut, qu'on le veuille ou non, que la préparer.

C'est pourquoi les cheminots de l'Etat, dont la résolution d'unité traduit le besoin d'action de leur vaste corporation, appartiennent, qu'ils s'en rendent compte ou non, à l'opposition ; ce besoin d'action les empêchera de désertier la cause de l'unité et les obligera à prendre les garanties nécessaires pour aller à la bataille avec des chances de victoire : méthodes de lutte vigoureuses, renvoi à l'arrière des militants-la-défaite.

Les « Amis de l'Unité ».

— C'est tout ça les « Amis de l'Unité ! » m'a dit quelqu'un au cours du Congrès.

C'était avant le dépouillement du vote sur le rapport moral. Que m'eût-il dit après, devant ce maigre carré de la résistance, 57 syndicats votant contre et 26 s'abstenant. Et sur ces 57, combien de syndicats, comme le mien, aussi résolument hostiles à la subordination à un parti qu'à la collaboration gouvernementale !

Il y avait lieu en effet d'être surpris. Que l'opposition n'eût pas grossi au long du Congrès, rien de plus explicable. Mais qu'un aussi faible nombre de syndicats aient donné un mandat ferme contre le rapport moral, voilà qui était troublant, après tout ce que l'*Humanité* avait raconté durant les semaines qui avaient précédé le Congrès.

Chaque jour l'*Humanité* avait annoncé de nouveaux succès pour ses amis dans une kyrielle de syndicats confédérés. Des conférences nationales et régionales avaient été tenues par les « Amis de l'Unité », groupant soi-disant de nombreux délé-

gués de syndicats. Au vote, il ne restait plus rien de tous ces succès remportés au Nord et au Midi, à l'Ouest et à l'Est ; ils s'étaient volatilisés. On a beau être habitué au bluff de l'*Humanité*, être fixé sur le manque de sérieux de ses informations, quand un pareil bluff s'évanouit, il y a de quoi être éberlué.

Les « Amis de l'Unité » arrivaient sérieusement handicapés ; le sabotage du meeting des Fonctionnaires et de celui du Cirque de Paris retombait sur eux ; ils payaient encore, à tort ou à raison, pour l'apostille frénétiquement donnée à la résolution Paris-Rive droite par la C. G. T. U. et par le parti communiste dont on connaît les sentiments à l'égard de l'indépendance du syndicalisme. Mais cela c'était l'avant-Congrès. Qu'allaient-ils faire au Congrès même ?

Ils ont voulu ouvrir le feu et user les planches, mais sans grand souci de faire œuvre utile. Malgré quelques interminables discours, ils n'ont posé nettement ni le cas des Préparateurs en pharmacie ni celui des Fonctionnaires, ils ont réussi tout juste à lasser le Congrès et, chose plus grave, à empêcher un large exposé de Le Guen tout au début des débats.

On comprend que Bourderon et Jeannin aient tenu à intervenir dès le début, l'un en sa qualité de membre de la Commission administrative, l'autre pour reprendre au Congrès ce qu'il avait défendu au Comité national confédéral, mais il eût été infiniment plus sage pour les autres orateurs de n'intervenir qu'après le défenseur de la proposition de Paris-Rive droite. Procéder autrement c'était affaiblir cette proposition, permettre que le débat sur elle soit étrié, ce qui est arrivé.

Pendant le Congrès, les « Amis de l'Unité » n'ont pas servi plus intelligemment qu'avant la cause de l'unité et du redressement de la C. G. T. Ce Congrès a marqué leur faillite et celle, en même temps, des tentatives de propagande du Parti communiste au sein de la C. G. T. Nos bolchévisateurs avaient dit et répété depuis des années qu'ils allaient porter 75 % de l'activité des fractions syndicales sur le terrain de la C. G. T. Ils avaient fait adhérer un certain nombre de leurs militants à des syndicats confédérés. Tout cela pour aboutir à ce résultat dérisoire.

Les « Amis de l'Unité » sont apparus comme une institution camouflée du Parti communiste, comme une sorte de cheval de Troie imaginée pour pénétrer dans la forteresse confédérale. Séduits par le titre, un certain nombre de militants et d'organisations sincèrement partisans de l'indépendance du syndicalisme sont montés dedans. Leurs efforts ont été, de ce fait, frappés de stérilité.

Sentant se former un large courant pour l'unité, le Parti communiste a voulu le capter ; non seulement il n'y a pas réussi, mais il l'a affaibli et compromis.

Il ne fait pas de doute que si les « Amis de l'Unité » avaient pris un certain développement, ce groupement aurait connu une crise identique à celle que traverse le mouvement belge pour l'unité ; communistes et syndicalistes se seraient déchirés le jour où les syndicalistes se seraient aperçus que le Parti ne poursuit que son intérêt propre, singulièrement distinct de celui de l'unité et de celui de la classe ouvrière.

Instruits par une précédente expérience, nous avons refusé de participer aux « Amis de

l'Unité » et à tout camarade qui nous en demandait les raisons, à ceux qui nous pressaient de les y rejoindre comme à ceux qui s'étonnaient de ne pas nous voir en prendre la tête, nous avons dit chaque fois que nous sortions de vivre l'opération d'étrangement de la tendance syndicaliste du groupe de la *Vie Ouvrière* et que l'on ne nous y reprendrait plus; que les communistes du Parti fassent leur propagande et leur besogne, c'est leur affaire et c'est leur droit; mais ils ne le feront pas une seconde fois derrière le paravent de nos idées; nous ne serons pas l'allié bienveillant qu'on poignarde ensuite; nous ne serons pas l'âne qui leur fera franchir le gué; s'ils le peuvent, qu'ils le franchissent donc eux-mêmes.

Peut-être aurions-nous dû l'écrire ici; nous n'avons pas cru devoir le faire afin de ne pas fournir d'armes aux amis de Jouhaux.

Dulot s'est scandalisé dans *l'Information sociale* du 28 juillet que j'aie « demandé qu'on laissât aux communistes réintégrant la C. G. T. leur entière liberté d'opinion et de propagande ». D'abord ce n'est pas tout à fait cela que j'ai demandé. Je n'ai pas réclaté la liberté de casser la vaisselle, d'empêcher le fonctionnement du ménage et de l'organisation, de créer un vaste pacte dans le goût du petit pacte qui détourna de leur objectif et ruina jadis les C. S. R. Ce que je veux dans le mariage de raison que constituera l'unité c'est une tolérance mutuelle des diverses tendances qui existent dans le mouvement; si on ne peut se supporter, inutile alors de parler d'unité; mais l'intérêt ouvrier nous commande de nous supporter. Je me promettais de demander au Congrès de Bullier : Vous parlez toujours des devoirs des minorités, c'est naturel que nous en ayons; mais nous devons avoir aussi des droits; quels sont-ils ?

Ces droits des minorités, je les demande pour ceux qui pensent comme moi, bien sûr, mais pour tous ceux aussi qui ne pensent pas comme moi, même pour ceux qui me traitent de contre-révolutionnaire comme les parrains des « Amis de l'Unité ». C'est violer ces droits que d'envisager des exclusions. Et je dis que ce serait là un singulier prélude au rétablissement, hélas! assez lointain, de l'unité. Je doute qu'en dépit de la résolution votée on ose l'appliquer et refaire de nouvelles exclusions.

Le vieil esprit syndicaliste.

Ce qui a le plus frappé Valot, le rédacteur de *l'Œuvre*, c'est le retour offensif du vieil esprit syndicaliste. Il a vu juste. C'est ce qui s'est manifesté de plus caractéristique, tant par la vigoureuse adjuration du vieux Bourderon, dont ce ne peut être le dernier effort, que par l'intervention de Jeannin, le jeune représentant du Doubs, celle de Le Pen, si timide qu'elle ait été, et par la mienne, qui a révélé, paraît-il, la persistance de mon mauvais caractère.

Bourderon a refusé de poser à nouveau sa candidature à la Commission administrative. Il a invoqué son âge, la fatigue ressentie à courir le soir après sa journée de tonnelier. Ce n'est pas la seule, la principale raison. Je l'ai senti à travers ce qu'il nous disait, à Jeannin et à moi, dans une conversation rapide, à la fin de la dernière séance du Congrès. D'un mouvement brusque, il nous avait entraînés vers le jardin. Et comme je lui disais qu'il avait tort de quitter la Commission administrative, que lui seul pouvait y dire avec autorité ce qu'il était nécessaire de dire, là et dans les Co-

mités et Congrès, après un long détour, il répondit avec une légitime amertume : « Mais on ne m'écoute plus; on ne tient pas compte de ce que je dis. Ce qu'il y a à faire, je suis trop vieux pour l'entreprendre. » Et nous comprenions très bien, Jeannin et moi, ce qu'il sous-entendait : Vous qui êtes jeunes — hélas! je puis me ranger parmi les vieux — poursuivez cette tâche, ne vous laissez pas décourager.

La lutte contre les « restes d'union sacrée », nous sommes bien décidés à la continuer; mais c'est tout un effort à reprendre à la base et pour lequel l'appui du vieux zimmerwaldien est indispensable. Certes, il est des fatigues qui ne sont plus permises à un certain âge, il est juste qu'on recherche un peu de repos et qu'on désire vivre plus près des siens, de sa vieille compagne à qui l'on a volé tant de soirées et de dimanches. Mais il est une aide qu'un homme qui a vécu toute sa vie pour le mouvement ne peut s'empêcher d'apporter jusqu'au dernier moment, celle de ses conseils, celle d'une voix sereine qui s'élève et s'impose à certaines heures. La Fédération du Tonneau a obligé Bourderon à garder une année encore son secrétariat; il aura donc l'occasion d'intervenir utilement au Comité national. Puisse-t-il en outre nous aider de ses conseils et même de ses reproches, afin que nous fassions le moins de bêtises et le plus de travail possible.

Un courant qui rassemble des hommes de plusieurs générations, qui garde ses vieux, ses anciens, et qui recrute des jeunes témoigne qu'il répond toujours aux besoins du présent; c'est ce qui se produit de nouveau pour le vieil esprit syndicaliste révolutionnaire; la venue d'un jeune comme Jeannin en témoigne. Le milieu ouvrier de Besançon a toujours possédé un caractère original. On n'y est pas à la suite, on y réfléchit, on y agit indépendamment. Félicitons-nous de voir pousser parmi ces militants ouvriers bisontins de l'Union socialiste-communiste des jeunes plus attachés à la lutte syndicale qu'à la lutte parlementaire. Déjà à un Comité confédéral précédent, Jeannin avait posé crânement la question de l'unité. Il n'avait pas été suivi, mais les syndicats du Doubs, eux, ne l'avaient pas lâché; au Congrès départemental suivant, ils l'avaient approuvé et mandaté pour remettre ça. Il l'a fait non sans habileté et sans talent au Congrès. Encore un peu de bouteille et d'expérience et il sera l'un de ces militants sérieux et ardents qui faisaient jadis la force du syndicalisme en province et qui la referont demain.

Des foyers analogues à celui de Besançon, on en voit se former dans tous les coins du pays. On connaît celui de Châlons-sur-Marne où syndicats confédérés et syndicats unitaires vivent en parfait accord au sein d'un Comité mixte. On se rappelle avec quelle peine la cassure se produisit dans le département de l'Indre. On ne peut s'expliquer la formation de cette Union régionale du Cambrésis, groupant confédérés, unitaires et autonomes, par-dessus les organismes officiels, que par l'existence de militants pensant par eux-mêmes. Le vieux foyer de Meurthe-et-Moselle charbonne un peu, mais la flamme rebrillera, espérons-le; à Lyon, le fort syndicat des tramways de l'O. T. L. tient ferme pour l'unité; à Marseille, le rétablissement du syndicat des marins fait bien augurer de l'avenir. Et les cheminots, est-il possible que les initiateurs de la motion de Saint-Omer d'il y a deux ans, de la résolution Paris-Rive droite, de la lettre du réseau P.-O. de cette année ne traduisent pas,

en même temps que le besoin d'action de leur corporation, un retour et un acheminement vers le syndicalisme de lutte et d'indépendance ?

La flamme de tous ces foyers, et d'autres encore, pouvait se rejoindre au dernier Congrès; cela ne s'est pas produit; on en peut facilement donner les raisons; mais tant que ces foyers tiendront, et ils ne peuvent que tenir et se multiplier, on peut escompter que la jonction de toutes ces flammes se produira un jour prochain et que sous cette chaleur, la C. G. T. se redressera, l'unité se refera.

J'ai dit au Congrès que l'unité était commandée par l'intérêt de la classe ouvrière et qu'elle viendrait comme la réparation de l'injustice commise en 1921. L'intérêt de l'organisation ouvrière est visible; elle s'est laissée distancer et dominer par l'organisation patronale; il n'est que temps de songer à rattrapper le terrain perdu.

Les collaborationnistes ont remporté une éclatante victoire de Congrès. Elle leur était facile et ne signifie pas grand'chose. Avant que la volonté d'en bas parvienne au sommet, il faut qu'elle ait brisé bien des timidités, emporté bien des barrages, éprouvé sa force dans ses Unions départementales et dans ses Fédérations. Ce n'était pas encore le cas. Mais pour la première fois depuis la scission, un Congrès de la C. G. T. a connu une ébauche de discussion; la vie revient.

Dans *l'Œuvre sociale* de Besançon, du 6 août, Jeannin conclut ainsi ses impressions de Congrès :

Depuis la scission, on peut dire que les Congrès ne connurent que très faiblement une opposition idéologique; la minorité disparue avait enlevé tout élément de discussion.

Cette fois, il n'en fut pas de même; les conceptions se sont heurtées, l'opposition idéologique s'est affirmée, bien faible, bien peu soutenue, c'est vrai, mais pleine d'espoir pour l'avenir.

Les assises confédérales ont prouvé qu'à la vieille C. G. T. les vieux principes qui firent sa force à une certaine époque ne sont point morts pour tous et que sont encore nombreux ceux qui ne sont point décidés à apporter le peu de connaissances dont ils disposent, à l'action sage, tranquille, glissant vers la collaboration dont d'autres sont de si fervents défenseurs.

De cette opposition renaissante il n'y avait pas grand'chose à attendre en tant que résultats positifs, elle devait seulement avoir l'espoir de dire quelques vérités et ébranler ceux en qui planait un certain malaise.

Ce but, nous croyons, a été atteint et nous sommes persuadés que malgré la majorité écrasante qui vota le rapport moral, qui approuva sans réserve l'action passée, la petite minorité verra grossir son effectif si les dirigeants confédéraux ne songent ou ne veulent point rectifier la route qu'ils suivent depuis des années.

La petite minorité de Bullier grandira dans la mesure où le besoin d'action animera la classe ouvrière, où la volonté d'unité se fortifiera, dans la mesure aussi où elle ne se prêtera à aucune manœuvre et sera indépendante. Le Congrès de Bullier n'apporte pas à la C. G. T. des directives précises sur les problèmes qui se posent; les rapports de ses Commissions ont été des monologues débités dans l'inattention. Sur un seul point, l'unité, on peut dire qu'une indication a été donnée et elle est fâcheuse : elle marque un recul; dans l'orgueil de sa victoire, la C. G. T. s'est cabrée et rejetée en arrière; elle escompte la dissolution ou la désagrégation de la C. G. T. U. Celle-ci, à son Congrès, par sentiment de légitime défense, se cabrera à son tour. Ainsi, des deux côtés, l'esprit de secte se raidira. Ce sera le rôle des deux

minorités, celle de la C. G. T. et celle de la C. G. T. U., de travailler à rapprocher les deux adversaires, en attendant de les obliger au mariage de raison.

P. MONATTE.

Parmi nos Lettres

Le congrès confédéral de Bordeaux.

Georges Airelle nous donne son avis et ses pronostics sur le Congrès de la C. G. T. U. qui va s'ouvrir lundi à Bordeaux :

Bien qu'elles aient la prétention de représenter des idéologies différentes, la C. G. T. et la C. G. T. U. se ressemblent beaucoup en ceci : parties d'une constitution fédéraliste, qui laisse à chaque syndicat adhérent sa liberté d'action et à chaque syndiqué le droit d'exprimer son opinion en toutes circonstances, elles ont évolué vers une constitution centralisée qui sépare le syndiqué du fonctionnaire confédéral, celui-là n'ayant plus qu'à payer sa cotisation, à exécuter les ordres et à se taire, celui-ci groupé avec ses collègues comme caste dirigeante tendant à l'inamovibilité.

Ce n'est pas seulement en Russie et dans la 3^e Internationale que le mouvement ouvrier se bureaucratise.

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt le dernier numéro de la *R. P.* consacré au Congrès de Bordeaux. Mais je ne me fais nulle illusion sur les résultats que la minorité syndicaliste peut obtenir. Elle trouvera en face d'elle le bloc solide des manitous appointés, serrant les rangs autour du centre... et de la caisse, tout comme l'ont trouvé, dans la boutique d'en face, les « Amis de l'Unité » et quelques autres.

Jadis, avec de la propagande, on arrivait à modifier l'attitude d'un important groupement. Aujourd'hui, des barrages successifs sont établis entre le syndiqué et le centre confédéral. Si, par extraordinaire, l'un de ces barrages vient à être forcé, les autres sont derrière, qui ne le seront pas. Le mouvement s'organise sur le modèle de la « machine » américaine, et les efforts de la minorité risquent bien d'avoir aussi peu de succès que ceux du « boring from within » pratiqué par Foster et autres dans la Fédération de Gompers.

Est-ce à dire que je sois pour qu'on ne fasse rien, pour qu'on jette le manche après la cognée ? Certainement non. Il y a une chose que nous pouvons toujours faire : affirmer notre point de vue, et une que nous pouvons toujours tenter : y rallier le plus de camarades possibles. Mais je crois que, pour que ce point de vue triomphe des obstacles de plus en plus grands qu'on lui oppose, il faudra que les circonstances, que les événements, que les nécessités s'en mêlent.

Il est bien sûr que notre petite minorité ne rassemblera pas des milliers de mandats à Bordeaux. Nous savons depuis longtemps que c'est notre lot, et que ce sera longtemps encore notre lot d'être seulement un petit groupe dont le seul tort est d'avoir raison bien avant les autres, et dont les moyens matériels paraissent infimes quand on les compare à ceux de « l'appareil ». Cependant, n'existe-t-il pas dans la C. G. T. U., comme dans la C. G. T., ainsi que Monatte l'expliquait la dernière quinzaine, un certain nombre de militants qui, dans leurs moustaches, grognent et adressent *in petto* des critiques sévères à la direction confédérale ? Qu'attendent-ils donc pour s'exprimer publiquement ? Simplement qu'une minorité résolue ait conquis le droit de discuter sans la perspective de se voir traiter de contre-révolutionnaire. Si nous obtenons ce droit, et nous l'obtiendrons, notre participation au Congrès de Bordeaux n'aura pas été inutile.

**Cri de guerre
et coups de
grosse caisse.**

Une lettre de Martin, le secrétaire du Syndicat unitaire des Métallurgistes d'Ugine, en Savoie :

Pour notre représentation au Congrès de Bordeaux, nous ne pouvons, par nos propres moyens, y déléguer un camarade, mais notre syndicat vient de prendre une position nette qui est celle de la Ligue Syndicaliste.

Nous avons 3.900 timbres pris en 1926. Il est regrettable que dans les cotisations on écarte les pupilles ou demi-cotisations, car si l'on avait tenu compte de cela, je crois que nous aurions obtenu les trois voix.

D'un côté, on dit : il faut organiser les jeunes. De l'autre côté : on les évince. Est-ce logique ?

Le numéro spécial de la R. P. sur le Congrès confédéral est très bien. Son argumentation juste et serrée. J'espère qu'il aura produit bonne impression sur les véritables syndicalistes, qui sont, hélas ! plutôt rares.

Veux-tu mon impression sur le Congrès de Bordeaux ? Tout d'abord, tu dois savoir que le Parti communiste a lancé son cri de guerre, contre notre tendance. Une circulaire à ce sujet a été lue à la réunion de la cellule d'Ugine dimanche dernier : sus aux anarcho-syndicalistes.

L'*Humanité* a déjà donné les coups de grosse caisse pour rassembler ses hommes.

A Bordeaux, y aura-t-il autre chose que des soldats, exécutant des mouvements d'ensemble, sous le commandement des « chiens de quartier » du P. C. ? Alors, malheur aux pauvres copains qui vont oser affronter Moscou ! N'importe comment, nous serons solidaires d'eux.

Je reçois à l'instant la liste de souscription pour la R. P. et je vais me mettre au boulot, mais je ne l'enverrai pas avant le 15, car je veux attendre la paie.

*

**La démocratie
chez
les Producteurs
d'Électricité.**

Un mot de Kéraudy :

La *Vie Ouvrière* du 2 septembre indique le mandat confié par le Syndicat parisien des Producteurs d'Électricité à son secrétaire Salom pour les deux Congrès de Bordeaux, fédéral et confédéral, et il est dit que ce mandat a été donné après avoir entendu divers camarades dans la discussion.

Notre assemblée générale groupait tout juste 300 camarades sur 3.500 adhérents. Voilà le syndicalisme de masse, n'est-ce pas. En fait de discussion, il me fut impossible de développer ce que j'avais à dire. Ce ne fut, de la part des *orthos*, que cris, qu'inter interruptions continuelles. Au bout de neuf minutes de ce régime, je me suis décidé à quitter la tribune.

Cela n'a pas empêché les *orthos* d'affirmer dans leur ordre du jour que tout le monde possède le droit de critique dans la C. G. T. U. Cela n'empêche pas Monmousseau d'affirmer que « ce n'est pas la même chose dans la C. G. T. U. que dans la C. G. T. ».

Le fait cité par Kéraudy nous montre une fois de plus que majoritaires réformistes et majoritaires bolchéviques se ressemblent comme des frères. Pour les uns comme pour les autres, la minorité, voilà l'ennemie !

LE COLLIER DE PERLES

...l'opinion publique était acquise à cette réforme [la loi des huit heures] : on la considérait comme une sorte de récompense méritée par les ouvriers pour la part qu'ils avaient prise à la défense nationale, tant au front que dans les usines, et comme le témoignage que l'on éprouvait de perpétuer et de sceller l'union sacrée entre toutes les classes de la nation.

ROGER PICARD.

(Grande Revue, de juillet 1927.)

EN MARGE DES « PAGES CHOISIES » DE LÉNINE**Les premiers pas du Bolchévisme**

Lorsque Lénine fut mort, on embauma son corps et on le mit sous verre. Après quoi, on inventa le léninisme, théorique, pratique et... organisatoire. Alors on vit pulluler tout à coup

De Paris au Pérou, du Japon jusqu'à Rome.

des gens qui se disaient léninistes et qui, certes — il faut leur rendre cette justice — l'étaient beaucoup plus que ne l'avait été Lénine, étant donné que celui-ci ne l'avait pas été du tout.

Lénine n'était qu'un homme, faillible comme tous les hommes. Il n'avait rien du fondateur de religion ni de secte. Le léninisme, au contraire, se présente à nous comme un enchaînement dogmatique de vérités définitives et d'ailleurs embrouillées, qu'il suffit de savoir par cœur pour posséder réponse à tout.

Les choses vont vite. Aujourd'hui le léninisme selon Staline-Boukharine a remplacé, pour les fidèles, le léninisme selon Zinoviev-Kamenev. Est-il meilleur ? Ou plus mauvais ? Il est ce qu'il était : une exploitation impudente des idées de Lénine, en même temps que de la crédulité du prolétariat.

Il n'y a pas de léninisme

Disons tout de suite qu'il n'y a pas de léninisme doctrinal. Il n'y en a jamais eu.

Par contre, il y a eu Lénine. Un homme qui, dans l'ordre de l'action, peut être égalé aux plus grands ; un homme qui a tiré du marxisme — et aussi de l'étude directe des faits — une politique pratique dont l'événement a vérifié l'excellence, un homme qui, du fond de l'exil, s'est montré de taille à recruter une armée, l'instruire et la préparer, un homme enfin qui, doué du sens le plus aigu des réalités, a su choisir son heure pour lancer ses troupes à l'assaut, s'emparer du pouvoir et déclencher la révolution mondiale.

On a voulu faire de ce stratège un novateur dans l'ordre de la théorie et de la doctrine. Il n'était rien moins que cela. Quel scandale pour lui s'il avait pu prévoir qu'un jour on l'égalerait à Marx, et que de plats disciples cuisineraient cette mixture indigeste : le *marxisme-léninisme* ! Lui, il lui suffisait bonnement d'être marxiste, et de rigide orthodoxie. Jamais l'idée ne lui fut venue que le marxisme de Marx nécessitât revision. Sa préoccupation unique et sa seule ambition, ce fut de transporter dans le monde de l'action, sur le terrain de la lutte de classe, et cela intégralement, sans déperdition ni déchet, la pure doctrine du maître.

Voilà plus de trois ans que Lénine est mort. Il est entré dans la pleine lumière de l'histoire. Sa rude et puissante personnalité, sa formidable expérience conspiratrice et révolutionnaire se dressent devant nous comme un rocher : pour en faire jaillir l'enseignement profitable, rien ne sert de s'agenouiller nuque basse, à ses pieds. Les effusions mystiques n'ont rien à faire ici : c'est à l'analyse et à la critique qu'il faut avoir recours.

Justement voici qu'on nous donne le premier volume d'un recueil de *Pages choisies* du chef. A défaut des œuvres complètes (en 27 volumes),

inaccessibles à qui n'entend pas la langue russe, les matériaux réunis la permettront, semble-t-il, à qui saura les lire, de se faire une opinion exacte. D'autant qu'aucun souci de propagande subalterne n'a présidé à leur rassemblement. L'éditeur, qui n'est autre que notre camarade P. Pascal, a travaillé avec une objectivité, une indépendance qui lui font beaucoup d'honneur.

Les difficultés étaient grandes : il n'existait pas d'édition scientifique des œuvres de Lénine ; il a fallu « établir » le texte russe, se diriger à travers les variantes, tenir compte des passages supprimés par Lénine lui-même, il a fallu traduire sans trahir, autrement dit, obtenir une version française « à la fois facile à lire et scrupuleusement fidèle ». Enfin, et surtout, il a fallu accompagner chaque fragment d'une introduction qui en facilitât l'accès et de notes pour en éclaircir le sens. « Il fallait... élucider consciencieusement des passages précis, montrer pourquoi se trouve cité tel nom ou tel ouvrage, expliquer une formule obscure..., retrouver les passages essentiels des adversaires attaqués, compléter les citations insuffisantes. » Ce travail de patience, de science et de conscience, P. Pascal l'a fait comme lui seul le pouvait faire. Qu'il en soit sincèrement félicité.

Lutte contre le populisme.

Ces *Pages choisies* formeront quatre volumes. Il y a en effet, dans la chronologie léninienne quatre périodes assez nettement délimitées : la première va de 1893 à 1904 ; c'est la période préparatoire, marquée par d'éclatantes campagnes autour du programme, de la tactique et de l'organisation du parti. La seconde va de 1904 à la guerre mondiale, à travers la première révolution. La troisième, qui commence avec la guerre, se termine à la révolution d'octobre. La quatrième, inaugurée par le renversement de Kerensky, s'arrête à la mort de Lénine.

Le premier volume des *Pages choisies*, le seul actuellement publié, se rapporte à la première période. Il nous montre Lénine au début de sa carrière militante. Un Lénine jeune encore, mais d'une étonnante maturité d'esprit et de caractère. Il n'était pas de ceux qui se cherchent longtemps ; il était de ceux qui, tout de suite, sont eux-mêmes et qui le restent avec acharnement.

Qu'il est instructif de le suivre, du jour où, ayant rompu avec le *populisme* dogmatique de Mikhaïlovsky, il adhère sans retour au marxisme révolutionnaire ! A l'exemple de Plékhanov et de ses amis du petit groupe genevois de l'*Affranchissement du travail* (Axelrod, Zassoulitch, etc.), Lénine estime que la révolution russe sera *prolétarienne et socialiste ou qu'elle ne sera pas*. Il lui a suffi pour s'en convaincre de regarder autour de lui en Russie. Tandis que les populistes rêvaient les yeux ouverts d'une Russie idéale, évoluant librement du régime patriarcal et féodal à un socialisme *sui generis*, dont des institutions séculaires, telles que le *mir* et l'*artel*, offraient en quelque sorte la *préfiguration*, le capitalisme, sans en demander la permission à personne, s'implantait rapidement en Russie. Et, avec le capitalisme, le prolétariat : le nombre des ouvriers d'industrie passait de 870.000 en 1882 à 1.378.000 en 1887, et à 2.038.000 en 1898. Et avec la multiplication des prolétaires, éclataient les grèves, jetant hors des usines, nonobstant la police, plus de 500.000 travailleurs en cinq ans (1894-1899), et arrachant au

tsarisme une loi sur la diminution des heures de travail. Et c'est au moment où la vague capitaliste venait battre en brèche l'antique économie slave que Mikhaïlovsky s'obstinait à prédire que la Russie, faisant mentir les plus solides enseignements de Marx, contournerait sans s'y arrêter « l'enfer » du capitalisme occidental pour entrer de plain-pied dans les délices du paradis socialiste ! Contre cette hérésie, d'ailleurs démentie par les faits, le jeune Lénine s'enflamme et lance dans les jambes des populistes un premier brûlot : *Qu'est-ce que les Amis du Peuple?* (1894), suivi trois ans plus tard de : *Quel héritage venions-nous ?*

Le populisme ne se remit jamais des blessures reçues par lui dans cette bagarre. Il disparut, laissant la place au *socialisme révolutionnaire* qui, délesté aux trois quarts des vues décidément trop utopiques de Mikhaïlovsky et consorts, se contenta de ressusciter la tradition héroïque des glorieux héros de la *Narodnaïa Volia* jusqu'au jour où la trahison d'Azév le fit sombrer sans retour.

La voie était ouverte en Russie au développement du socialisme moderne tel qu'il était sorti du puissant cerveau de Marx : socialisme *scientifique*, d'une part, qui prend pour base et pour point de départ l'analyse d'une situation ou mieux d'une *phase* historique donnée, situation ou phase caractérisée avant tout par la généralisation du mode de production capitaliste et des différenciations de classes « qui en résultent avec nécessité » ; *socialisme ouvrier*, d'autre part, parce qu'il voit dans le prolétariat, fils et fossoyeur du capitalisme, le réalisateur-né du socialisme.

La voie était ouverte, mais que le but était loin ! Les plus anciens marxistes russes — Plékhanov en tête — vivaient en exil, poursuivant leurs travaux littéraires, sans contact avec les masses. Mais en Russie, les *cercles* clandestins, où se retrouvaient, le soir, les intellectuels et les ouvriers devenaient de plus en plus nombreux, malgré les coupes sombres de la police. D'abord, les cercles se groupèrent en ligues régionales, puis les ligues s'unirent, au Congrès de Minsk (1898), en un parti ouvrier social-démocrate. Ce n'était rien encore, et il s'en fallait de beaucoup que le nouveau parti eut un programme précis et une organisation quelque peu solide. A peine même était-ce un parti que cette fédération de ligues et de cercles, où marxistes légaux, marxistes révolutionnaires, économistes, futurs mencheviks, et futurs bolchéviks n'étaient d'accord sur aucun point de doctrine, de tactique ni même d'organisation.

Cette faiblesse, cette insignifiance, Lénine en fut vivement frappé lorsqu'en 1900, entre son retour de Sibérie et son départ pour l'étranger, il traversa la Russie. Il se jura d'en finir avec le désordre régnant et de créer un parti qui fut vraiment un parti.

Il faudrait au moins dix bonnes colonnes pour donner une idée approximative de la fiévreuse activité de Lénine après son arrivée à l'étranger. Elle se déployait avec une diversité, une continuité surprenantes ; elle ne laisse dans l'ombre aucun détail ; elle ne néglige aucun moyen. Lénine écrit, parle, organise. Il a pour cheval de bataille l'*Iskra*, fondé au début de 1901 avec le concours de Plékhanov et du groupe genevois.

Le marxisme légal n'est plus déjà qu'un souvenir : ses tenants, les Strouve, les Boulgakov, ont fui à la première approche des masses populaires ; ils

rentretront plus tard dans le giron tsariste. Mais l'esprit du marxisme légal revit dans l'économisme. Qu'est-ce que l'économisme ?

Lutte contre l'économisme

C'est une espèce de syndicalisme ou mieux d'ouvriérisme essentiellement réformiste. Nourri de revisionnisme bernsteinien, il répète avec lui que le but n'est rien, que seul le mouvement compte. Or le mouvement, dans cette autocratie Russe, c'est la lutte économique. Non qu'on renonce pour toujours aux grandes revendications politiques : on les ajourne, on les renvoie aux temps meilleurs où le tsarisme étant plus faible, le prolétariat plus fort, l'abîme qui sépare la Russie de l'Europe ne sera plus qu'un fossé. En attendant, on passe, avec une indifférence superbe, à côté de tout mouvement qui ne répond pas à la définition qu'on s'en est faite : on se désintéresse du mouvement universitaire en dépit des troubles sanglants qui le signalent, on fait fi des révoltes agraires qui dressent sporadiquement la campagne russe contre le régime seigneurial, on ne prête aucune attention au mouvement des *zemstvos*, où timidement s'essaye le libéralisme russe.

Quand on leur demandait : Et la liberté politique ? certains économistes répondaient : aux bourgeois de la conquérir. Autrement dit : aux intellectuels, aux libéraux la grande lutte politique, aux socialistes la petite lutte économique de tous les jours.

Contre ces aberrations pernicieuses, Lénine mènera une bataille de trois ans. Dès le premier numéro de l'*Iskra* il affirme que l'objectif immédiat de la social-démocratie russe est le renversement de l'autocratie, la conquête de la liberté politique. S'il lui faut pour l'atteindre se lier très étroitement au mouvement ouvrier, ce n'est pas pour se mettre à sa remorque et le servir passivement, c'est pour l'empêcher de tomber dans la mare bourgeoise, pour l'arracher à l'exiguïté des luttes économiques, pour l'habilitier enfin à réaliser la révolution sociale. « Inculquer les idées socialistes et la conscience politique à la masse du prolétariat et organiser un parti révolutionnaire indissolublement lié au mouvement ouvrier spontané », telle est en Russie la mission du socialisme.

Mais ce prolétariat auquel Lénine assignait dans la révolution une tâche primordiale, était-il de taille à la remplir ? Lénine ne préjugait-il pas des forces, matérielles tout au moins, d'une classe qui ne représentait que les cinq centièmes de la population ? Objection très forte, mais, en l'occurrence, sans base, car Lénine, mieux que personne, se rendait compte qu'un prolétariat allant isolément à la bataille était écrasé d'avance. Aussi lui cherchait-il des alliés. Dans les autres classes bien entendu. L'*Iskra* « répétait sans cesse, dit Pascal, que le parti social-démocrate doit se mettre à la tête de tous les éléments, même bourgeois ou petit-bourgeois, hostiles à l'absolutisme ». A la tête, notez-le bien, et non pas à la queue.

L'alliance dont rêvait Lénine était, avant tout, celle du paysan, du moujik : une masse de quatre-vingts millions « d'animaux farouches » dont la réforme de 1861 n'avait pas assouvi « l'appétit de terre » et qui vivaient, plongés depuis des siècles, dans « la misère sans issue, l'ignorance, l'inégalité, l'humiliation ». Pour gagner cette

masse innombrable et amorphe, il fallait aller à elle, épouser ses revendications, tout en évitant de rien faire (en soutenant le *mir* par exemple) qui mit entrave à l'évolution économique, porter enfin dans les campagnes « les semences de la lutte de classe et de la conscience politique ». Le programme agraire de Lénine est, à cette époque, d'un modérantisme singulier : suppression des survivances féodales et agrandissement de la petite propriété paysanne. Ce n'est qu'après 1905 qu'il se prononcera, et le parti avec lui, pour la confiscation des grands domaines. Un programme, pour Lénine, n'était qu'un moyen : le but, c'était de sceller, en vue des événements prochains, l'union du prolétariat révolutionnaire et de la paysannerie révoltée.

Ce réalisme souple et pénétrant ne fut pas du goût de tous les socialistes russes. Dans l'*Union des social-démocrates à l'étranger*, les partisans de Lénine se trouvèrent en minorité. Les adversaires, constituant la majorité, se groupèrent autour du *Rabotché Diélo* et ce fut entre ce journal et l'*Iskra* une polémique ininterrompue que clôtura la victoire de l'*Iskra*. Le *Rabotché Diélo*, avec Kritchewsky et Martynov, faisait crime à l'*Iskra* de se chercher des alliés hors du prolétariat, d'encourager le mouvement d'indiscipline des étudiants, — indiscipline poussée pourtant jusqu'à la grève, de soutenir le courant d'opposition libérale surgi au sein des *zemstvos*. Le *Rabotché Diélo* voyait dans cette attitude une source de compromissions et de déviations dangereuses pour le mouvement ouvrier. On reprochait aussi à l'*Iskra* de surestimer le rôle des intellectuels et de sous-estimer celui des simples ouvriers. On l'inculpait enfin d'intransigeance sectaire, toujours prête qu'elle était « à flétrir tout désaccord avec elle... comme une désertion à l'ennemi », quitte à diviser, ce faisant, les forces du parti. Mais le grief principal concernait les alliances, surtout celle des libéraux et des intellectuels : « Ayant conclu par voie de calculs théoriques à la lutte immédiate contre l'absolutisme... mais n'ayant pas la patience d'attendre que [les ouvriers] aient accumulé des forces suffisantes, l'*Iskra* cherche des alliés dans les rangs des libéraux et des intellectuels, et souvent abandonne ainsi le terrain de la lutte de classe, adoucit les antagonismes, pour faire ressortir la communauté du mécontentement contre le gouvernement. »

Aux réquisitoires des économistes, Lénine crut devoir consacrer une réponse détaillée : et ce fut son livre *Que faire ?* sorte de règlement de comptes définitif avec tous les adversaires qui, depuis deux ans, s'étaient trouvés sur son chemin. Aux champions de la « liberté critique », Lénine oppose son « dogmatisme » impénitent : sans théorie révolutionnaire, proclame-t-il, pas de parti révolutionnaire. Or la théorie d'un parti ne peut virer à tous les vents. Elle doit avoir au contraire la solidité du grand mât qui défie la tempête. A la doctrine de la *spontanéité* des masses inorganisées, il oppose celle de la *conscience*, représentée par la social-démocratie organisée, seule vraiment à même de savoir ce qu'elle veut et de le vouloir jusqu'au bout. A la « politique trade-unioniste » préconisée par Kritchewsky (et qui n'est qu'une action syndicale fortement teintée de réformisme), il oppose la « politique social-démocrate » qui seule, en se développant, peut porter la classe ouvrière à la pointe du combat antiabsolutiste. A l'organisation quasi

invertébrée, à l'organisation en caoutchouc, telle que la conçoivent les économistes, mauvais vestige, dit Lénine, du « primitivisme des cercles », il oppose sa fameuse « organisation des révolutionnaires » fortement centralisée, hiérarchisée et disciplinée, formée d'agitateurs et de propagandistes *de métier* ne vivant que pour le parti. Mais j'ai présenté jadis : *Que faire ?* aux lecteurs de la *Révolution Proletarienne* et crois inutile d'y revenir aujourd'hui.

Construction d'un parti

Après *Que faire ?* le terrain était déblayé pour le parti que voulait Lénine. Il n'avait existé jusque-là que de nom, il fallait en faire une réalité. Ce fut l'objet du Congrès de Londres (1903) où l'énorme majorité se prononça pour les doctrines de l'*Iskra* contre celles du *Rabotché Diéto*.

Mais il apparut au Congrès même que cette majorité était loin d'être homogène : l'accord, complet sur les questions de programme et de tactique, se brisa quand on aborda les questions d'organisation. Deux formules se trouvèrent opposées l'une à l'autre et derrière ces formules étaient deux hommes : Lénine et Martov.

Ce sont d'ailleurs formules obscures. Elles ont de quoi déconcerter ceux qui joignent au goût des idées claires l'horreur des distinctions byzantines. Des éclaircissements de Pascal, il ressort que Lénine, préférant la qualité à la quantité, tendait à limiter le plus possible le nombre des membres du parti. Martov, au contraire, moins intransigent et moins strict, voulait ouvrir plus largement les portes du parti. Lénine fut battu, Martov ayant bénéficié au vote des voix des économistes et des *boundistes* (social-démocrates juifs aux tendances fédéralistes), mais il eut sa revanche lors de l'élection du Comité central et du Comité de l'*Iskra*. C'est Martov, lâché par ses alliés de la veille qui fut, cette fois, mis en minorité. Le schisme historique entre *bolchéviks* et *menchéviks*, majoritaires et minoritaires, allait commencer. Il revêtit de suite un caractère âprement agressif entre les chefs de file. Accusé par Martov de vouloir établir l'état de siège dans le parti, Lénine riposta durement que l'expression ne l'intimidait pas : « A l'égard des éléments instables et chancelants, nous avons non seulement le droit mais le devoir de créer un état de siège... Contre la confusion, il faut des lois spéciales, fussent-elles d'exception, et la décision prise par le Congrès inaugure la tendance politique qui convient, en fournissant une base solide pour des lois et des mesures de ce genre. »

La fortune est passagère. Peu après, Lénine mis à son tour en minorité, sortait de l'*Iskra* dans un claquement de portes. Martov, son ami d'antan, — si proche, a raconté Zinoviev, qu'ils se tutoyaient — aiguillait contre lui sa verve pamphlétaire, « dénonçait l'absolutisme de Lénine, le formalisme bureaucratique qu'il voulait faire régner dans le parti, l'obéissance mécanique qu'il exigeait, la terreur qu'il déclarait contre ses anciens camarades ». Plékhanov lui-même le lâchait, accusant son intransigence de mettre à mal l'unité du parti. Lénine, après un instant de découragement, fit front contre tout le monde. Les derniers fragments reproduits par Pascal se rapportent à cette période décisive où Lénine, seul contre tous, voit se retourner contre lui ceux qui l'ont soutenu jusqu'ici, où, à l'étranger Kautsky et Rosa Luxembourg elle-même prennent parti pour ses adversaires.

Lénine organisateur et stratège

Ai-je réussi à faire voir ce que ces *Pages choisies* peuvent offrir de matière à ceux que préoccupent les origines et les premiers développements de l'action du chef bolchévik ? Le résumé qui précède aurait atteint son but s'il induisait quelques camarades à se départir à l'égard de Lénine et du bolchévisme de ce faux mysticisme qui trouble la raison et vicie le jugement. N'en déplaise aux disciples fanatiques, Lénine n'est nullement le révélateur d'un socialisme nouveau. Lénine est un marxiste de la plus stricte observance, et, qui plus est, un marxiste russe. Il n'est pas même, d'ailleurs, l'introduit du marxisme en Russie : Plékhanov et son groupe sont venus avant lui. Ni sur le programme ni sur la tactique, il n'apporte rien d'essentiellement nouveau : il dépasse pourtant Plékhanov, ce Russe occidental, par la connaissance directe, vécue et non livresque, qu'il a du milieu russe, des conditions russes. Cette connaissance l'amène notamment à se faire l'initiateur d'un programme agraire dont l'extrême modération, qui nous semble aujourd'hui si juste, scandalisait les doctrinaires attachés à la lettre des principes. Mais qu'importait à Lénine le scandale ? L'alliance de la paysannerie valait bien à ses yeux l'atténuation d'un principe. Opportunisme ? Oui, si l'on se rend à l'évidence que l'*opportunisme des moyens* est toujours compatible avec le *radicalisme du but* ; oui, si l'on veut bien admettre que la soumission *provisoire* à l'impératif d'une réalité scientifiquement constatée, — en quoi consiste l'*opportunisme révolutionnaire* d'un Lénine — est après tout l'A B C du marxisme authentique.

En quoi donc Lénine innove-t-il ? En matière d'organisation. Et ces innovations d'ordre matériel et pratique, dont l'importance se saisit mal à première vue, constituent, selon nous, tout ce qu'il y a d'essentiel et tout ce qu'il y a de neuf dans le bolchévisme.

Ne croyez pas que ce soit peu. Les questions d'organisation ont toujours joué dans le mouvement un rôle considérable. C'est sur elles qu'il est le plus difficile de s'entendre. C'est elles qui font surgir au jour les dissentiments inaperçus. Sur une question d'organisation, non de programme ou de tactique, s'est brisée jadis comme sur une pierre d'achoppement, l'unité de la première Internationale, les autonomistes dont était Bakounine, s'insurgeant contre les centralistes dont était Marx, au nom de la sacro-sainte liberté. Quand entrèrent en ligne, dans la social-démocratie russe, au lieu des questions de théorie ou de tactique, les questions d'organisation, c'est alors que Lénine se sépara de Martov d'abord, de Plékhanov ensuite.

Les idées de Lénine, en matière d'organisation, sont trop connues pour qu'il soit besoin d'insister. Nous avons vu que, pour Lénine, le renversement de l'absolutisme était le but de la social-démocratie russe, et qu'à ce but, non pas lointain, mais immédiat, tout devait être subordonné. Mais la lutte pour le renversement du tsarisme ne pouvait être en la complète absence des libertés politiques, qu'une lutte illégale, donc souterraine. Un parti socialiste à constitution démocratique, semblable aux partis d'occident, il n'y fallait pas songer. La seule forme d'organisation possible était celle d'une association de conspirateurs professionnels, sélectionnés, spécialisés, hiérarchisés, disciplinés, au point de s'oublier aux-mêmes et de perdre toute personnalité. Association puissamment centralisée

autour d'un comité à peu près anonyme, pourvu d'une autorité sans limite, ne devant de comptes qu'au Congrès, et disposant d'un *appareil* d'exécution et de surveillance perfectionné. Dans une association pareille, peut-il être question de liberté quelconque ? L'affilié n'est — *perinde ac cadaver* — qu'un instrument soumis à une obéissance passive et sur la tête de qui est, à tout moment, suspendue l'épée de Damoclès de l'exclusion. Bref, les idées de Lénine en matière d'organisation reflétaient les conditions politiques et sociales de la Russie tsariste et policière, étrangère à toute liberté. Sans doute réfléchissaient-elles aussi, le tempérament foncièrement autoritaire de Lénine lui-même, son mépris de l'individu, de la démocratie, de la « liberté formelle », de tout ce qu'en Occident nous sommes accoutumés à respecter, quittes à le pratiquer mal ; mais elles peuvent fort bien s'expliquer sans cela, et c'est assez de voir en elles l'expression, par choc en retour, d'une situation historique que des siècles de féodalité et de servage, d'autocratie et d'orthodoxie ont contribué à façonner. Un parti tel que le concevait Lénine, tel qu'il l'a construit pierre à pierre, au cours d'une longue série de luttes fractionnelles acharnées (car il n'était l'ennemi des « fractions » que pour les autres), ce parti n'était concevable et ne pouvait se rencontrer qu'en Russie.

C'est non seulement sa structure organique qui s'explique, selon nous, par les conditions russes, c'est aussi sa figure intellectuelle et morale. Le bolchévisme, grandi dans l'atmosphère policière du tsarisme, ne saurait être une école de liberté, d'initiative individuelle, de discussion. Il ne croit qu'à l'unité de pensée conditionnant l'unité d'action. Pour les réaliser l'une et l'autre, et pour les maintenir contre toute dissidence, aucun moyen ne le rebute : le membre gangrené, ou le coupe, comme d'autres, en d'autre temps, le brûlaient. On courbe les volontés systématiquement *désindividualisées*, sous la règle de fer du dogme et de la discipline, car il ne peut exister, dans le parti, qu'une volonté, une seule, celle du Comité central. A quoi bon raisonner ? Le Comité central, qui a toujours raison, n'est-il pas là pour un coup ? Obéissons au Comité central. Si nous sommes en désaccord avec lui, c'est que nous sommes dans l'erreur et nous le reconnaitrons. Le bolchévik est une variante russe du jacobin français, mais c'est un jacobin qui n'a pas passé par la *philosophie des lumières* et qui a fait des progrès dans l'art d'organiser, méthodiquement, la servitude.

Le bolchevisme a renoncé à toute sentimentalité : faiblesse petite-bourgeoise ! Il est souverainement indifférent au choix des moyens : est bon le moyen qui réussit, mauvais celui qui échoue. Il n'existe qu'une morale de classe, ou mieux, qu'une morale de parti ; au Comité central à s'en faire l'interprète. Avant tout, il convient d'obtenir la majorité, par quelque procédé qu'on l'obtienne. On sait que de tout temps les adversaires du bolchévisme lui reprochèrent de pousser un peu loin l'absence de scrupules dans la lutte fractionnelle, de montrer une propension fâcheuse aux manœuvres obliques par lesquelles on devient majorité, etc. « Par d'habiles manœuvres, dit Pascal, les agents de l'*Iskra* « faisaient sauter de l'intérieur » les comités économistes les uns après les autres ». Ces habiles manœuvres, qu'il vaut mieux ne pas regarder de trop près, se nomment, de nos jours, *noyautage*.

La bolchévisation impossible

Qu'on ne se méprenne pas sur notre pensée, nous ne critiquons pas le bolchévisme ; nous nous contentons de le *portraiturer*, bien schématiquement sans doute, et surtout nous tentons de l'expliquer en le rattachant à des conditions de temps et de milieu sans lesquelles il serait inexplicable. Mais justement — et c'est là que nous voulons en venir — la question se pose de savoir si le bolchévisme, ce phénomène foncièrement russe, pouvait être universalisé sans la moindre retouche, si les principes d'organisation et de discipline dont il se réclame, pouvaient être transportés tels quels dans des milieux aussi profondément différents que les nôtres du milieu russe d'avant la guerre et la révolution.

Même ceux qui reconnaissent, comme nous, les immenses services rendus par le bolchévisme, non seulement à la révolution russe, mais encore à la révolution mondiale, se demandent, aujourd'hui qu'il a échoué sur le plan international, si son échec n'était pas, en quelque sorte, fatal et si, pour s'universaliser utilement, le bolchévisme n'aurait pas dû se dépouiller au préalable de ce qu'il avait de spécifiquement russe, pour ne pas dire de spécifiquement... bolchéviste. Et nous nous posons cette question : les critiques d'Axelrod et de Rosa Luxembourg (p. 184 et 225 des *Pages choisies*), qui tombaient à faux en 1903 et en 1904 ; quand elles ne s'adressaient qu'au bolchévisme russe, et dont l'histoire d'ailleurs a fait justice, ne retrouveraient-elles pas toute leur valeur à être aujourd'hui reprises contre la tentative de donner au bolchévisme « tel quel » une assiette internationale, contre ce qu'on a appelé la bolchévisation et que, tout aussi bien, on pourrait appeler la *russification du socialisme* ?

N'est-il pas vrai que les partis communistes, tels qu'on nous les a faits, sont des groupements extérieurs aux masses et qui voient l'intérêt de la révolution dans la subordination, de plus en plus complète du prolétaire à leur direction, alors que le communisme devrait être « le mouvement même de la classe ouvrière » (R. Luxembourg) ? N'est-il pas vrai qu'on ne saurait identifier une certaine liberté d'organisation avec l'opportunisme des intellectuels ? N'est-il pas vrai qu'aucune organisation rigide, aucune discipline mécanique ne prémunisent un parti contre les compromissions et déviations réformistes ? N'est-il pas vrai, enfin, que rien ne livre aussi sûrement un mouvement ouvrier encore jeune à l'arbitraire des intellectuels « que son emprisonnement dans la cuirasse d'un centralisme bureaucratique » ?

Ce sont là quelques-unes des questions qui nous ont effleuré l'esprit après avoir reformé ce premier volume des *Pages choisies* de Lénine. Les camarades qui lisent la *Révolution prolétarienne* et qui croient justement à la nécessité de l'examen et de la critique communistes, ne me sauront pas mauvais gré, je pense, de les exprimer tout haut. Nous sommes ici, n'est-ce pas, entre libres esprits, et la recherche de la vérité en toutes choses, de la vérité en tout temps, loin de nous sembler effrayante, nous tente et nous agrée.

JEAN GLAIVE.



Dans la Chine Nationaliste (4)

LE PAYSAN CHINOIS

Sa place dans la Révolution.

On entend beaucoup parler de l'agitation ouvrière en Chine, parce que la constitution de syndicats, et les demandes d'augmentation de salaires, affectent l'étranger qui emploie de la main-d'œuvre chinoise. Nous entendons moins parler des rapports entre la Révolution et les paysans, parce que l'étranger n'est pas intéressé sérieusement à l'agriculture chinoise et n'y investit pas d'argent. Lorsque nous entendons parler des paysans c'est généralement au cours d'exposés inexacts dans lesquels on nous apprend que les paysans chinois tiennent la terre par une sorte de système de communauté, ou que ce sont de petits propriétaires dont l'intérêt vital est d'empêcher toute espèce de changement. On ne nous parle pas de l'opinion du Kuomintang sur les paysans, opinion extrêmement intéressante pas tant par la lumière qu'elle projette sur les paysans, que parce qu'elle est un témoignage d'importance pour déterminer le caractère de la Révolution, chose que ses drapeaux n'annoncent pas, et qu'on ne pénètre qu'avec difficulté par l'étude critique de ses ennemis.

Sun Yat Sen, après avoir étudié la Révolution russe en vint à conclure que la raison pour laquelle la Révolution nationaliste chinoise avait échoué, était qu'elle n'avait cherché de soutien qu'auprès d'une classe trop peu importante. C'était une Révolution par en haut, et au lieu d'enrôler les masses, comme les révolutions de France et de Russie, elle avait essayé de parvenir à ses fins par la conspiration et par les tractations entre individus (politique qu'elle tend à reprendre). Sun avait toujours eu un programme qui comprenait un certain nombre de réformes sociales assez vagues, mais il ne lui était pas venu à l'esprit d'enrôler, en assurant la possibilité de ces réformes, les gens appelés à en bénéficier. Ce changement d'attitude de sa part peut bien sembler la plus importante des contributions de la Russie à la Révolution chinoise. On comprit que si l'on voulait donner une base ferme à la Révolution on devait combiner avec son nationalisme quelque chose qui soulèverait l'enthousiasme des ouvriers et apporterait le soutien des paysans qui forment à peu près les trois quarts de la population chinoise. Les citadins, les hommes d'affaire, les marchands, les industriels étaient d'accord avec Sun Yat Sen lorsqu'il faisait luire pour l'avenir l'espoir d'un développement industriel de la Chine. Leurs hésitations devant la perspective d'élever les salaires de leurs employés furent provisoirement calmées par l'augmentation visible de forces que trouvait la Révolution par l'appoint ouvrier. Il devint nécessaire de trouver une formule qui pouvait rendre ces hommes favorables à des changements agraires. Les Propagandistes du Kuomintang commencèrent à parler du besoin qu'avait la Chine d'un marché intérieur meilleur. Les marchés étrangers étaient aux mains de nations avec lesquelles et durant longtemps la Chine ne pouvait espérer entrer en compétition. Restait alors le marché chi-

nois. Celui-ci, important par le nombre était pauvre en puissance d'achat. Les possibilités d'achat des paysans devaient être augmentées par une solution de la question de la terre.

Le programme agraire.

Il n'y a actuellement en Chine que peu de grands propriétaires ce qui semble mettre une révolution agraire comme celles de France et de Russie, hors de question. Mais on ne peut nier que la population paysanne ne soit dans l'ensemble très misérable. En règle générale, on ne place pas l'argent dans la culture. Tandis que le nombre des propriétaires augmente, l'étendue de leurs propriétés diminue, surtout à cause de la loi sur les héritages qui rend héritiers d'un individu tous ses parents mâles. Une famille de cinq ou six personnes qui possède une propriété de trois à trente hectares est considérée comme riche. En changeant la loi sur les héritages le Kuomintang montre la tendance, nettement opposée au communisme, d'arrêter le morcellement de la propriété et de faire surgir une classe de propriétaires ruraux. Selon des enquêtes faites par le ministre du Commerce et de l'Agriculture de Pékin, il appert qu'environ la moitié de la classe paysanne chinoise n'a pas assez de terre pour vivre. Un grand nombre de familles possèdent moins de quatre-vingts ares et ne peuvent y faire pousser ce qui serait nécessaire à leur subsistance. Donc la moitié de la classe paysanne doit louer la terre sur laquelle elle travaille. Dans la province du Kouang-Tung selon l'estimation des membres du Kuomintang 80 % des paysans doivent louer leurs terres. Les fermages sont payés en argent et en espèces; et on dit qu'ils ne vont guère à moins de la moitié de la récolte. Il existe aussi un système extrêmement mauvais par lequel une société loue un domaine en totalité et sous-loue au petit fermier qui doit payer un fermage considérablement plus fort que la somme reçue par le véritable propriétaire. Sur la base de ce résumé sommaire de la situation le Kuomintang a développé son programme agraire, qui est une bien modeste affaire, comparé aux expropriations effectuées au cours d'autres révolutions, mais ce programme met clairement en lumière la répugnance des révolutionnaires chinois à toucher au droit de propriété quelles que soient, d'autre part, les contributions qu'ils imposent aux grands propriétaires lorsqu'ils ont besoin d'argent pour financer une campagne militaire.

Le principal article de ce programme est une réduction de 25 % du loyer des terres cultivées. Le loyer ne doit plus être payé d'avance; il ne doit plus être payé durant les années de famine, les effets de celle-ci devant être supportés également par le propriétaire et le fermier et non exclusivement par ce dernier. Il sera établi un système uniforme d'impôts sur la terre. Les impôts ne seront pas perçus en avance. Les terres provinciales publiques seront constituées en un fonds de terres pour soutenir des banques paysannes qui seront établies pour prêter de l'argent aux fermiers à 5 % d'intérêt. Le taux maximum d'intérêt ne devra pas dépasser 20 % (mesure qui met en lumière les rapports actuels des paysans et des prêteurs d'argent). Les terres non cultivées appartenant aux provinces seront distribuées entre les paysans les plus pauvres. Les contrats de location mentionnés plus haut seront interdits. Telles sont les principales mesures préconisées par le programme agraire du Kuomintang. Elles suffisent pour ap-

(1) Voir la R. P. n^{os} 36, 37, 38.

pele le soutien à demi incrédule des paysans qui, en tout cas, se montrent prêts volontiers à suivre les suggestions du paragraphe 84 qui dit : « Les paysans auront le droit de former des unions de paysans », et du paragraphe 86 : « Les unions de paysans ont le droit de former des corps de volontaires pour leur défense. » Par la formation de ces unions et de ces corps de défense, les paysans sont amenés à soutenir le Kuomintang et à devenir presque aussi importants que les troupes régulières du Kuomintang.

Les Unions de paysans.

La première Union de paysans fut organisée à Haïphong dans la province du Kouang-Tung, en janvier 1923, quand Sun Yat Sen ne tenait Canton que d'une manière peu sûre. Elle ne tarda pas à atteindre 100.000 membres. On m'apprit à Han-Kéou qu'on en compte maintenant 800.000 dans le Kouang-Tung, 2.000.000 dans le Hou-Nan et 500.000 dans le Hou-Pé, ces provinces étant celles dans lesquelles le pouvoir du Kuomintang est le plus assuré. Mes informateurs considèrent que chaque membre d'une Union de paysans représentant probablement une famille de cinq ou six personnes, on pouvait par conséquent admettre que les Unions de paysans dans ces provinces représentent 17 millions et demi de paysans. Ce calcul n'est probablement pas beaucoup plus inexact que les estimations habituelles du chiffre de la population chinoise qu'on obtient de la même manière. Il y a aussi des Unions de paysans dans les provinces au pouvoir des militaristes, qui, si le schisme actuel du Kuomintang ne rend pas celui-ci incapable de tout progrès ultérieur, pourront être très utiles aux Nationalistes.

Il est extrêmement difficile d'accompagner cette statistique et ce programme résumés d'un tableau clair du sens que revêt exactement la formation de ces Unions de paysans. Avec l'espoir d'en avoir une idée, au moins pour moi-même, j'ai étudié soigneusement d'un bout à l'autre, deux gros volumes de résolutions et de rapports concernant le mouvement paysan au cours de la longue lutte du Kuomintang pour se rendre maître de la province de Kouang-Tung. La première impression produite par une telle lecture est celle d'une horrible mêlée si enchevêtrée qu'il est presque impossible de distinguer les combattants et le côté où ils se rangent. La formation, ou même simplement la suggestion de la formation d'Unions de paysans éveilla l'activité de tous ceux qui voyaient leurs intérêts menacés par ces unions. Les propriétaires, si petits qu'ils fussent, furent vite mis en face du danger de voir leurs fermiers leur échapper. Des bandits qui prévoyaient la fin de leur règne si les villages s'unissaient, firent cause commune avec les propriétaires, qui, dans la terreur de dangers qu'ils avaient peine à imaginer, traitèrent avec ceux qui leur étaient familiers. La milice, elle-même, sorte de police, comprit avec raison que le développement des Unions de paysans rendrait fort malaisées ces sortes d'extorsions qui lui assurent le luxe. Au cours de ces rapports, il apparaît fréquemment que les Unions de paysans étaient souvent engagées dans des luttes désespérées avec la milice, les soldats, les bandits réunis et payés par « les grands propriétaires et la noblesse dépravée » tandis que l'état-major du Kuomintang était bombardé de demandes de secours de la part de la milice contre les paysans et des paysans contre la milice.

Les jeunes évangélistes.

Ces Unions de paysans ne furent pas des organisations spontanées mais elles ne furent pas difficiles à créer. Les paysans avaient vécu de nombreuses années fort difficiles. Ils écoutèrent avec enthousiasme les membres du Kuomintang qui les encourageaient à s'unir pour la défense de leurs propres intérêts. Les fondateurs de ces Unions ne semblent pas pour la plupart avoir été des paysans exaspérés, mais des écoliers et des étudiants qui avaient jetés leurs livres au vent et s'étaient eux-mêmes jetés dans un jeu beaucoup plus passionnant que le football. J'ai sous les yeux un rapport de quelques-uns de ces jeunes gens, qui après avoir présenté à la police une lettre d'introduction des autorités de Canton pour les magistrats locaux s'étaient mis au travail pour former une Union de paysans. Leurs « mots d'ordre » étaient : « Combattre l'arbitraire des propriétaires, combattre la noblesse mauvaise, se défendre contre le banditisme local, et engager les paysans à s'unir. » Leur programme d'action très symptomatique en lui-même était : « 1° conférence les jours de marché; 2° sermon dans chaque village; 3° visite et causerie dans chaque maison. » Quand ils eurent rallié assez de membres pour former une Union, ils voulurent la faire enregistrer et deux d'entre eux Woo et Chow allèrent trouver le magistrat local, M. Li, qui était justement en train de faire une partie de mah-jong avec les notabilités du Conseil du village et des officiers. Le souper fut annoncé et M. Li invita les jeunes gens à dîner avec lui. Au dîner, il dit à Chow : « Vous venez juste de terminer vos études à l'École industrielle. Vous pourriez suivre des cours plus élevés. Pourquoi vous engagez-vous dans une telle besogne ? Vous êtes vraiment dévoués ! » Comme Chow savait bien que ce magistrat était un conservateur renforcé, il ne fut pas étonné de le voir ne pas comprendre l'importance du nouveau mouvement paysan. « Pourtant, il harangua le magistrat mais quelques instants plus tard celui-ci semblait furieux, frappant le sol du long tuyau de sa pipe. Les notables corrompus et les officiers qui jouaient au mah-jong avec lui souriaient à le voir. » Il n'est pas difficile de lire entre les lignes et d'étudier cette scène avec d'autres yeux que ceux de l'enthousiaste adolescent.

Que ces jeunes hommes aient trouvé un matériel à point pour leur travail, nous en avons pour preuves l'existence dans de nombreuses parties de la Chine, d'organisations de paysans d'une autre sorte qui n'ont pas eu besoin de l'étincelle produite par les conférences au marché ou les visites à domicile de jeunes intellectuels. Inspirés simplement par le désespoir, les paysans dans de nombreuses parties du pays ont formé des corps de « Lances rouges », de « Portiers célestes », de « Cœurs endurcis », dans le but de défendre la campagne à la fois contre les soldats et contre les bandits. Ces mouvements sont aussi spontanés que ceux du moyen âge. Leurs chefs n'ont probablement aucun programme politique et sont en pratique strictement locaux, défendant leurs villages contre toute intervention extérieure quelle qu'elle soit. Ils sont quelquefois jaloux des Unions de paysans qui cherchent à enrôler leurs membres pour les amener sous l'hégémonie politique du Kuomintang. Ils ont à maintes reprises vaincu les soldats du Nord, et ont souffert pour cela de terribles représailles. C'est à eux principalement qu'est due le coût terrible de l'avance dans le Honan. — A. RANSOME.

(Manchester Guardian Weekly, 3 juin 1927.)

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

En voiture pour Bordeaux !

Nous aurions voulu, à la Ligue Syndicaliste, dire à présent notre mot sur les diverses questions inscrites à l'ordre du jour du Congrès confédéral unitaire. Le temps nous fait malheureusement défaut. Que voulez-vous ! Nous ne sommes pas — et nous n'aspérons pas à être — des « syndicalistes-professionnels ». Libre à Jean Brécot de ne pas comprendre que nous puissions, tout en donnant chaque jour huit heures à nos patrons, militer dans nos organisations syndicales et que notre regret soit toujours de ne pouvoir faire plus, sans jamais rien demander en échange. Il s'est créé, dans la C. G. T. U., une mentalité spéciale sur ce point comme sur d'autres : on ne comprend plus qu'un travail syndical puisse être effectué sans rétribution. Nous entendons, nous, remettre à l'honneur cette tradition du mouvement ouvrier.

Il n'y a pas que le rapport moral.

La discussion qui s'engagera à Bordeaux sur le rapport moral sera certainement importante. Il est indispensable qu'elle le soit ; le rapport moral embrassant toute l'activité et toute la vie de la C. G. T. U., il faudra que chaque point de cette activité et de cette vie soit mis en pleine lumière afin que les délégués des syndicats puissent se prononcer en toute connaissance de cause.

Nous nous attacherons à démontrer que la direction confédérale n'est pas restée sur le terrain où les Congrès de Saint-Etienne et de Bourges avaient placé la C. G. T. U., qu'elle n'a su, pas plus par son action que par sa vie intérieure, mériter la confiance des syndiqués et de la classe ouvrière, et que sa gestion de deux ans n'a abouti, en fait, qu'à reculer l'heure de la réalisation de l'unité syndicale.

Cela, nous entendons le dire librement et avec tout le temps qui nous sera nécessaire.

Faut-il en déduire que le Congrès de Bordeaux se transformera en match, sur le rapport moral, entre la direction confédérale et nous, et qu'il ne pourra aborder les autres points de son ordre du jour ? Telle n'est pas notre intention. Nous partons à Bordeaux, certes pour nous affirmer résolument contre une direction qui a plusieurs abus de confiance à son passif, mais nous y partons aussi avec la ferme volonté de participer activement à la discussion des questions positives soumises au Congrès.

Sur ces différentes questions, nous apporterons notre quote-part de travail avec l'idée que cela ne pourra que renforcer la C. G. T. U.

Nous aimerions que de leur côté les délégués de la majorité confédérale viennent à Bordeaux après avoir approfondi telle ou telle question dans leurs assemblées générales ou leurs Conseils syndicaux. Je ne veux rien généraliser, mais j'ai été, dans l'assemblée de mon syndicat, par exemple, forcé de constater que si les éléments de la fraction communiste sont intervenus avec chaleur pour le rapport moral, ils sont restés totalement muets

sur les autres questions à l'ordre du jour, qu'ils n'avaient même pas examinées, et que c'est nous autres, les mécréants de la minorité, qui avons demandé à l'assemblée de consacrer un peu de son temps à ces questions, et qui avons traité ces questions.

Nous ne voulons pas empêcher le Congrès de Bordeaux de travailler. Notre désir est qu'au contraire il travaille beaucoup, et qu'il prenne toutes les mesures susceptibles de donner à la C. G. T. U. plus de vigueur que par le passé. A ce travail, les camarades de la Ligue Syndicaliste chargés d'étudier particulièrement tel ou tel point de l'ordre du jour ne ménageront pas leurs efforts.

Un point de fait.

Je veux néanmoins revenir au rapport moral pour verser dans le débat la confirmation précieuse d'un point de fait que nous avons relevé dans notre contre-rapport paru dans l'avant-dernier numéro de la R. P.

Nous avons dit que la grève générale du 8 août 1927, en faveur de Sacco et Vanzetti, avait été décidée par deux secrétaires confédéraux sans aucune consultation de la Commission exécutive et des grosses organisations syndicales parisiennes. En effet, l'ordre de grève paraissait dans l'*Humanité* du 5 août et, immédiatement, suivait la convocation de la Commission exécutive pour le soir même. Nous ne pouvions qu'en déduire que l'ordre de grève avait été lancé par les deux secrétaires en liberté et par eux seuls.

Ce fait, un document officiel nous le confirme.

Le dernier Bulletin officiel de l'Union des Syndicats de la Région parisienne (n° 13, juillet-août 1927) publie le procès-verbal de cette réunion du 5 août de la Commission exécutive et j'y découpe les lignes ci-après :

« La séance est ouverte à 21 heures.

« Président : Foulon.

« Dudilieux et Racamond exposent aux deux Commissions exécutives les raisons qui ont motivé l'ordre de grève de protestation en faveur de Sacco et Vanzetti.

« ILS INDIQUENT COMMENT ILS ONT ÉTÉ APPELÉS A PRENDRE CETTE DÉCISION SANS QU'IL SOIT POSSIBLE DE RÉUNIR LA COMMISSION EXÉCUTIVE DE LA C. G. T. U. »

Il est donc vrai que pour cette grève générale du 8 août, qui n'a malheureusement pas obtenu le succès escompté, deux secrétaires confédéraux et eux seuls se sont octroyés le droit de disposer des cinq cent mille syndiqués qui sont, paraît-il, à la C. G. T. U. Ils viennent dire : « impossibilité de réunir la Commission exécutive », eux, les centralistes, eux qui ont voulu au Congrès d'août 1925 avoir une Commission exécutive bien dans leur main, une Commission exécutive dont les permanents sont la grosse majorité. Allons donc ! Il est toujours possible de réunir une C. E. en vingt-quatre heures. Mais il faut avoir le souci de la consulter. Ce souci, Dudilieux et Racamond l'ont abandonné et ils marchent à grands pas sur les traces du Louis XIV de la C. G. T. U.

Reste à savoir si les cinq cent mille syndiqués (?) de la C. G. T. U. acceptent de tenir dans la main de deux individualités du bureau confédéral. On dit que certaines grosses organisations majoritaires ont elles-mêmes protesté contre un tel abus de pouvoir. Viendront-elles émettre leur protestation

à la tribune du Congrès de Bordeaux ? Quant à nous, nous donnons à notre protestation son plein sens en repoussant le rapport moral, car nous disons que de telles façons d'agir affaiblissent considérablement la C. G. T. U. et que ceux qui les emploient ont vraiment besoin d'aller se retremper à l'atelier.

La Santé et Morel.

Faute d'arguments plus décisifs, on nous opposera certainement à Bordeaux, un argument démagogique qui consistera à dire : « Vous critiquez la direction confédérale alors que plusieurs membres de sa direction sont emprisonnés à la Santé. Cet emprisonnement est la preuve que leur gestion a été bonne. »

L'emprisonnement ne procure malheureusement pas toutes les vertus, et ne peut, à lui seul, transformer des échecs certains et reconnus en de grandes victoires. Pour notre compte, nous souhaiterions ardemment que Monmousseau fût à Bordeaux pour nous répondre; mais s'il reste à la Santé, ce ne sera pas un motif pour rengainer nos critiques. Qu'est-ce que ce serait que ces « bolchéviks » qui s'abriteraient derrière la prison pour n'être pas critiqués ? Des « bolchéviks » à la mie de pain.

Nous devons du reste observer que si épaisses que soient les murailles de la Santé, un nommé Jean Brécot et d'autres ne se gênent pas pour, à travers elles, nous « arranger », et comment ! Ils ont de telles capacités prophétiques qu'ils ont même annoncé que nous sortirions « démoralisés » du Congrès de Bordeaux.

Autre argument démagogique. Voyez ce Morel, du *Peuple*, qui chaque jour nous sert sur son pain une tartine des critiques de la Ligue Syndicaliste, comme il est heureux !

Evidemment. Mais Morel est dans son rôle. Comme nous ne pouvons décréter sa suppression du monde des vivants, il nous faut bien admettre qu'il peut se servir de nos luttes intérieures au profit de ses patrons, qu'il peut utiliser nos critiques dans l'intérêt de sa boutique sans chaland. Qu'y faire ?

On me suggère que la solution la plus simple serait que la C. G. T. U. décide au Congrès de Bordeaux de se donner une direction confédérale qui éviterait le renouvellement des graves fautes que nous dénonçons. Plus de fautes graves, plus de critiques. Plus de critiques importantes, plus d'utilisation de ces critiques par les Morel. Restaurer la confiance des ouvriers en la C. G. T. U. serait couper court au travail de grignotage de la C. G. T. U. par la C. G. T. Mais, pour les hommes compliqués que sont devenus nos « syndicalistes professionnels », la solution serait, n'est-ce pas, vraiment trop simple. — M. CHAMBELLAND.

LA BOLCHÉVISATION DES SYNDICATS DE BASSE-SEINE

Voilà qui est fait. Après avoir chassé Germaine Goujon et Engler du P. C., les bolchéviks de la région de Basse-Seine, avec le concours du Bureau confédéral, les éliminent de la direction de l'Union régionale des syndicats.

Le dernier acte de cette opération commune du P. C. et de la C. G. T. U. s'est déroulé le 4 septembre dernier, à la Bourse du Travail d'Elbeuf, en un

pseudo-Congrès, où la majorité des délégués, sans essayer de réfuter le magistral rapport d'Engler, n'était mobilisée que pour désigner une Commission exécutive homogène.

Le secrétaire confédéral Racamond, a montré quel cas il faisait du développement des organisations syndicales, en empêchant les meilleurs militants, les plus éprouvés, et les plus capables, de collaborer à la gestion de l'Union régionale. Et, foulant aux pieds toutes les décisions des Congrès confédéraux, Racamond n'a pas craint de défendre l'homogénéité des Commissions exécutives, allant jusqu'à prétendre que la majorité du Congrès de Bourges avait refusé la participation de la minorité à la Commission exécutive de la C. G. T. U., ce qui est exactement le contraire de la vérité.

Le rapport d'Engler (qui ne sera à aucun moment discuté par personne) contient des révélations édifiantes sur les beautés de la Direction unique. C'est ainsi que nous apprenons que Monmousseau est allé à Rouen proposer une réunion commune de la C. E. de la région avec la direction du P. C. Il était prêt à mettre tout le monde d'accord si l'on acceptait de désavouer Monatte et la R. P.

Engler nous révèle ensuite qu'un camarade qu'il nomme est venu un jour lui tenir ce langage : « Le Bureau politique a décidé que tu ne lirais pas à la C. E. la lettre de démission de Caruel, comme trésorier de l'Union locale », c'est-à-dire que le Parti avait décidé que l'organisation syndicale ne connaîtrait pas le contenu d'une lettre qui lui était destinée.

Nous apprenons encore que le P. C. avait imposé une de ses créatures à Evreux, une autre au syndicat du Gaz de Rouen et que les « militants » placés là par le P. C. se sont empressés de « déplacer » l'avoir des syndicats et de le mettre dans leur poche.

Il vaut sans doute mieux introduire dans le mouvement des brebis galeuses, plutôt que de laisser à la tête des organisations des camarades qui refusent de se soumettre aux injonctions de l'extérieur, même si ces camarades font bien leur travail.

Nous ne parlerons pas des campagnes de dénigrement auxquelles nous sommes habitués, et qui font qu'une militante comme Germaine Goujon, qui revient d'une localité avec des gerbes de fleurs, apprend quelques semaines après que les ouvriers de cette localité ne veulent, paraît-il, plus la revoir.

Tous ces faits, je le répète, ne sont contestés par personne. Les partisans de la majorité se contentent de reprocher aux camarades attaqués leur rancœur ou leurs mises en garde contre les procédés employés à leur égard.

Et l'on vote : l'inexistant rapport de Caruel recueille la majorité des suffrages.

Après le vote, Pairaudeau vient lire la conclusion de cette situation. Il dénonce le mal; les syndicats voient fondre leurs effectifs : de 15.000 syndiqués dans le seul département de la Seine-Inférieure au lendemain de la scission, on ne compte plus aujourd'hui que 6.000 adhérents pour l'ensemble de l'Union régionale.

Et il indique le remède concrétisé par la résolution suivante, qui recueille 30 voix contre 59 :

RESOLUTION

Les délégués représentant les syndicats composant la 19^e U. R., réunis en Congrès extraordinaire, à Elbeuf, pour solutionner le conflit existant au sein de la C. E. de la 19^e région, constatent que ledit conflit n'est pas d'ordre syndical mais d'origine purement politique et transposé à la suite de dissentiments personnels sur le terrain syndical.

Comme en 1906, le Congrès déclare qu'en tant que vie administrative, propagande et action, le syndicalisme se suffit à lui-même et les syndiqués ne sauraient tolérer des immixtions, ouvertes ou cachées, de sectes ou philosophies dans son sein.

Partisan du libre jeu des tendances au sein du mouvement syndical, le Congrès repousse tout accord permanent entre les organisations syndicales et les groupements extérieurs. La liaison organique établie

avec tous les partis politiques et toutes les sectes philosophiques détruirait en fait le syndicalisme en tant qu'organisation. De plus, établir une liaison avec un groupement politique plutôt qu'avec un autre groupement, placerait les autres tendances dans un état d'infériorité et de tutelle qui à un moment indéterminé aboutirait à la destruction de l'équilibre entre les tendances dans les syndicats.

Le Congrès, après examen de la situation tant régionale que nationale, déclare que les effectifs syndicaux restent stationnaires et que la formule dite « syndicalisme de masse » est loin d'être mise en application.

Devant cet insuccès, le Congrès croit devoir rappeler à tous les militants quels qu'ils soient de rechercher les causes du manque de confiance qui échappe à l'autorité des syndicats de la C. G. T. U. et les invite à ne pas prêter le flanc, soit par des actes, soit par des propos ou écrits qui seraient de nature à gêner l'action quotidienne de la propagande et le recrutement syndical.

LE SYNDICAT UNITAIRE DES CHEMINOTS DE SOTTEVILLE.

Bien que cette résolution émane d'un syndicat jusque-là classé dans la majorité confédérale, l'ensemble des délégués de la majorité s'est prononcé contre, après que Racamond l'eût combattue.

Mais, n'est-ce pas déjà réconfortant de voir un militant de la valeur de Pairedeau, dénoncer à son tour les méfaits de l'intrusion des partis dans les organisations syndicales ? — F. CHARBIT.

Le Congrès du

Syndicat national des Instituteurs

Les 4, 5 et 6 août, le S. N. des instituteurs tenait à Paris son Congrès annuel. Le S. N. s'honore d'avoir pris pour 1926, à la C. G. T., 73.000 cartes avec leurs 12 timbres, « comprenant ainsi les nécessités immédiates ».

La question des traitements occupa une journée entière, passablement houleuse. Roussel avait dit que le S. N. arriverait à l'action directe pour la défense des traitements. Il répéta, au Congrès, qu'après « l'action des militants » — la seule jusqu'à ce jour — il fallait l'action directe de la masse. Ce gros corps, jusqu'ici bien amorphe, qu'est le S. N., s'éveille-t-il vraiment à une action réelle de ses adhérents ? Oh en est-il ?

En juillet, sans préparation, le Bureau fédéral a lancé un référendum où l'on demandait à chaque syndiqué de se prononcer sur la démission des conseillers départementaux, la grève des Commissions d'examen et une grève de vingt-quatre heures avec réunions de protestation du personnel. Des délégués sont venus à la tribune du Congrès critiquer le manque d'organisation de ce référendum lancé à quelques jours des vacances et les examens du C. E. P. complètement terminés.

La motion adoptée sur les traitements prévoit pourtant, pour octobre et novembre, l'abstention aux Conférences pédagogiques. Geste puéril ? Non. Geste qui peut dénoter un changement sérieux dans la mentalité de l'instituteur de la « brousse ». Il faut préparer ce petit mouvement et l'engager à fond. C'est un premier pas dans l'action collective et il en a toute l'importance.

Disons encore sur cette question des traitements que Laurent fut maltraité — en son absence — et la Fédération des Fonctionnaires accusée de ne pas soutenir les instituteurs et en particulier d'abandonner la péréquation de leur catégorie avec les Vérificateurs principaux des Indirectes. Dans l'après-midi, Laurent, présent..., expliquait tout et arrivait même à... changer de sens les manifestations superficielles des délégués.

La gauche du S. N. devait se manifester surtout sur la question de l'unité. Sur l'unité nationale, les décisions du Congrès de Bullier avaient amené quelque désarroi chez les délégués partisans de la motion Paris-Etat-Rive droite qui ne fut pas reprise. Personne ne s'éleva à la tribune, contre les fusions partielles qui ne peuvent amener que la pagaie et un reclassement mouvant dans la scission. 21 voix se prononcèrent néanmoins contre la motion de la majorité reprenant celle du Congrès confédéral et ramenant le problème de l'unité à l'autonomie des syndicats en matière de « recrutement ».

Au point de vue international, G. Lapière défendit assez longuement la constitution du Secrétariat Professionnel International de l'Enseignement dans la F. S. I., en face de l'Internationale unitaire et autonome des Travailleurs de l'Enseignement dite de Paris ou Vernochet, mais il s'attachait surtout à la Fédération Internationale des Associations d'Instituteurs (F. I. A. I.).

Les grosses associations nationales d'instituteurs, allemands (150.000 adhérents), anglais (121.000), bien que n'ayant pas encore pris la forme syndicale, sont au même niveau social, dit Lapière, que le S. N. français. Le S. N. a pris l'initiative de les grouper sur la base restreinte : « collaboration pédagogique » et « préparation de la paix par la coopération des peuples ». En réalité, la F. I. A. I., bien plus que le S. P. I. qui n'apparaît guère viable, veut être une véritable Internationale Professionnelle qui a inclus dans ses statuts la défense des intérêts matériels et moraux de ses adhérents.

G. Lapière essaya de montrer que le S. N. ne pouvait entrer à l'Internationale Vernochet parce que cette organisation est soumise à l'influence des Russes, donc des communistes. Ses arguments, pas toujours probants, n'empêchèrent point 37 voix, contre 101, de se prononcer, après une réponse judicieuse de Testud, pour l'étude de l'affiliation des organisations du S. P. I. à l'Internationale Vernochet. Une telle minorité impose de laisser la question ouverte.

On peut encore reprocher au S. N. le manque d'esprit syndicaliste de ses adhérents. A côté des belles manifestations de solidarité et de combativité de la Fédération de l'Enseignement, malgré son grand nombre, il fait souvent piètre figure. Mais il est certain qu'il va de l'avant. Son adhésion effective à la C. G. T. est un pas sérieux. Résolument, l'instituteur du S. N. abandonne le qualificatif d'« homme moyen » pour se ranger avec la classe ouvrière. La lutte contre la guerre sera pour lui le chemin de l'internationalisme.

Je ne crois pas me tromper en affirmant qu'actuellement, au sein du S. N., s'opère, sur une échelle générale, la relève des vieux militants étroitement corporatistes ou « amicalistes » par de jeunes militants d'esprit plus large, formés pour la plupart, directement ou indirectement, sous l'influence de la Fédération de l'Enseignement avec son « Ecole Emancipée ». Si le S. N. combat les Groupes de Jeunes, c'est parce que, consciemment ou non, il sent de plus en plus qu'il a besoin « organiquement » de cette force jeune.

La Fédération de l'Enseignement a été le pionnier courageux, l'éclaircur du syndicalisme dans l'Enseignement. On peut se demander s'il n'est point temps qu'elle entre, sans crainte de s'y noyer, dans l'organisation de la masse des instituteurs. Elle y jouera, sans conteste, dès maintenant et mieux que du dehors, le rôle d'animation qui lui revient.

Mais c'est poser tout le problème de l'unité. Pratiquement le développement de la volonté véritable d'unité du S. N. va de pair avec le développement de sa gauche. Cette gauche est encore bien inconsistante. Comment la préciser et la renforcer ? Ici, je suis tout à fait d'accord avec R. Hairius (R. P. du 15 août) : La gauche du S. N. doit se rapprocher de la minorité de la Fédération de l'Enseignement. Chercher une autre « plate-forme » à cette gauche, c'est méconnaître l'état d'esprit des militants du S. N. et perdre son temps. — C. VIDAL.

FAITS ET DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

JEUDI 25 AOUT. — Incidents à Lyon au cours d'un cortège confédéré en faveur de Sacco et de Vanzetti.

— Catastrophe de chemin de fer près de Chamonix. 21 morts.

VENDREDI 26. — Violentes bagarres à Cherbourg au cours d'une manifestation contre l'exécution de Sacco et de Vanzetti.

— Une bombe éclate dans un dancing de Juan-les-Pins.

— Le Conseil de guerre de Rouen condamne quatre réservistes arrêtés lors des manifestations au camp de Coëtquidan.

— Les socialistes S. F. I. O. déposent une proposition de loi en vue de la suppression de la peine de mort.

SAMEDI 27. — Les dockers de Port-de-Bouc refusent le déchargement d'un vapeur américain.

— André Marty, détenu politique à la Santé, est mis au droit commun pour avoir répondu aux déclarations de Foch.

DIMANCHE 28. — *Etats-Unis* : A Boston, obsèques de Sacco et de Vanzetti.

Angleterre : Démission de lord Cecil.

— 4^e Congrès du mouvement minoritaire.

LUNDI 29. — Expulsion du correspondant parisien de l'agence *Tass*, pour son compte rendu des bagarres du 23 août.

MERCREDI 31. — Un ouvrier d'Aubervilliers, A. Pereda, meurt des suites des brutalités policières du 23 août.

— Manifestation de réservistes à Beauvais.

JEUDI 1^{er} SEPTEMBRE. — Réunion du Conseil de la Société des Nations.

VENDREDI 2. — Déraillement du « train bleu » à Tours; la presse bourgeoise crie faussement au sabotage.

SAMEDI 3. — Offensive de presse contre Rakovsky, ambassadeur de l'U. R. S. S. à Paris.

Australie : Grève des cheminots du Queensland.

DIMANCHE 4. — Manifestation communiste à Saint-Denis.

LUNDI 5. — Arrestation à Beaune de Langumier, secrétaire de la 22^e Union régionale unitaire.

— Le représentant de l'Uruguay est élu président de l'Assemblée de la Société des Nations.

Angleterre : A Edimbourg, ouverture du Congrès des Trade-Unions.

MARDI 6. — Le Conseil de guerre de Besançon condamne à un an de prison le soldat d'active Grandmougin coupable d'avoir manifesté avec des réservistes.

MERCREDI 7. — *Angleterre* : Le Congrès des Trade-Unions approuve par 374.000 voix contre 148.000 l'interdiction faite aux Trade-Councils de s'affilier au mouvement minoritaire.

JEUDI 8. — La C. G. T. U. et le Parti communiste décident qu'ils n'inviteront pas les ouvriers parisiens à se porter sur le lieu du défilé de l'*American Legion*.

— A Toulouse, Congrès de la Fédération confédérée des Services publics.

Angleterre : Le Congrès des Trade-Unions décide de rompre les relations avec les syndicats russes. Seuls les Cheminots ont voté contre cette décision; les mineurs se sont abstenus.

VENDREDI 9. — Arrestation à Tarbes de Jacques Duclos.

SAMEDI 10. — Le Conseil des ministres décide de réclamer le rappel de Rakovsky.

— André Marty est remplacé au régime politique.

Complices . . . Que valent les démentis de l'*American Legion* en face du câblogramme suivant adressé au Comité français pour Sacco et Vanzetti et publié le 3 septembre par le *Libertaire* :

Indication de Service
S. W. R. T.

Via Radio France

K 179 Boston 165 page 1/50

Le communiqué suivant, concernant l'*American Legion*, a été publié dans le « Boston Globe » du 22 août, page 12, colonne 2.

John W. Reth de Roslindale, le nouveau commandant de l'*American Legion* pour l'Etat du Massachusetts, s'est rendu à midi avec ses officiers, chez le gouverneur Fuller, pour lui présenter ses respects.

Ils informèrent le gouverneur qu'ils le soutiendraient dans l'affaire Sacco et Vanzetti.

Pendant ce temps quelques centaines de légionnaires et leurs sympathisants qui s'étaient rassemblés dans les jardins du Palais d'Etat pour assister à l'introduction de John W. Reth de Roslindale, chantaient « La bannière pailletée d'étoiles ».

A la même heure, les amis de Sacco et Vanzetti furent arrêtés sur le trottoir de Beacon Street, en face du Palais d'Etat.

**

L'*Humanité* a publié le 26 « *American Legion*, » août un extrait d'un livre d'Upton Sinclair; dans cet extrait, le grand écrivain (1) montre l'*American Legion* à l'œuvre à l'occasion de sa « Convention » :

Ils (les « légionnaires ») s'étaient emparés d'un de ces camions ouverts, du type préhistorique des « prairies schooner », que l'on rencontre encore parfois le long des routes. Ils servent à des familles de nomades, et l'une de celles-ci avait été mal avisée de venir à Western City pendant les jours du congrès.

Les soldats avaient hissé leur victime au haut du camion, après avoir déversé sur lui un seau de couleur rouge. Comme cela tout le monde savait qu'il était le Prophète Rouge dont avaient parlé les journaux. Une longue corde avait été attachée au camion, deux cents hommes l'avaient enroulée et tiraient le véhicule à travers les rues en dansant et en poussant des menaces de mort contre les « rouges ». Le camion était balancé de tous les côtés. Heureusement un trou dans la toile lui permettait de se tenir à une des fermes de bois.

Le cortège venait vers moi. De chaque côté, il y avait une garde d'honneur : une file d'hommes marchant au pas de gymnastique. Ils chantaient une rengaine : « Hi ! Hi ! le prophète bolchéviste !... Hi ! Hi ! le prophète bolchéviste ! » D'autres criaient, sur l'air des « lampions » : « Je ne veux pas travailler ! Je ne veux pas travailler ! I won't work ! » — surnom que l'on donne, dans Mobland, aux I. W. W. Ces trois lettres étaient peintes en rouge sur chaque côté du camion.

Un ivrogne, près de moi, montra le poing à la pauvre victime : « Hé ! Damné anarchiste ! Si vous êtes prophète, descendez donc et guérissez ma sale maladie ! » Il y eut un éclat de rire dans la foule. L'ivrogne, encouragé, se mit à marcher à côté du camion, répétant son défi.

Derrière moi, des vitres se brisèrent. Un soldat, à l'intérieur du Royal Hôtel, armé d'une chaise, brisait les glaces de la devanture. Ils étaient là une trentaine d'anciens soldats qui voulaient prendre

(1) Qui n'est pas l'auteur du *Talon de Fer*, ceci dit pour l'*Humanité*.

part à la fête. La porte de l'hôtel étant bloquée par la foule, ils se créaient un passage direct vers le but de leurs désirs. Il n'y avait évidemment pour moi rien à faire. Autant essayer arrêter une tempête. Charpentier avait désiré le martyr, le le subissait — un martyr d'un genre spécial, à la mode spéciale de notre pays indépendant et heureux.

Nous avions eu déjà pas mal d'agitateurs et de perturbateurs, mais jamais aucun n'avait fait autant, pour se rendre odieux, que ce « prophète bolchévique ». La formule de l'armée était : « Traitez-les brutalement. » Elle était appliquée dans toute sa force.

La lettre d'Oudegeest à Jouhaux.

Voici, pris dans le *Mouvement Syndical Belge*, organe officiel de la Commission syndicale de Belgique, le texte de la lettre d'Oudegeest à Jou-

haux dont Brown donna lecture au Congrès de la Fédération Syndicale Internationale. (Les parties n'ayant pas traité à la question des rapports organiques avec les syndicats russes ont été élaguées de ce texte.)

Le 6 novembre 1924.

Confidemment, L. J. 52
du C. I.

Monsieur L. Jouhaux, Paris.

Cher Léon,

Je t'envoie ci-joint copie en langue anglaise de ta (ceci est une faute de tape de la dactylo et doit être « la ») lettre que nous avons reçue de Tomski. Elle était en très mauvais anglais. Elle me paraît témoigner d'un sincère désir des Russes de collaborer avec nous, et c'est pourquoi il me semble qu'il est temps pour nous de passer à l'attaque. Mais il est possible encore qu'ils ne veuillent rien entendre à cause de nos relations avec Genève. Dans notre réponse, nous pouvons, par exemple, leur demander ce qu'ils pensent de notre principe de l'absolue indépendance de toute influence politique et religieuse des organisations qui nous sont affiliées, de l'autonomie des centrales nationales, garantie par nous, mais violée par leur cellulage, ce qu'ils pensent de nos relations avec le Bureau International du Travail (qu'ils regardent, à l'inverse de nous, comme une collaboration avec la bourgeoisie) et de notre activité au sein de la Commission du désarmement de la Société des Nations.

Depuis la dernière assemblée de la Société des Nations, on s'intéresse tellement, dans les différents pays, à son œuvre qu'on a tant de désir de voir continuée, qu'à mon avis le moment est venu aujourd'hui d'entreprendre les Russes sur ces points. Si nous laissons passer cette occasion de faire la lumière parmi les ouvriers de l'Europe, il ne nous sera pas facile d'en trouver une autre.

A notre réunion du Bureau du 1^{er} décembre, nous aurons parmi nous l'anglais Hicks, qui remplacera Purcell pour la Russie. Etant donné les circonstances, ne te paraît-il pas bon que, d'entente avec Mertens, nous soyons d'accord sur la réponse à faire avant qu'on discute à la réunion du Bureau elle-même. Si je suis bien renseigné, la débâcle du ministère anglais a suscité une vive réaction contre les communistes. Purcell a été exclu du Parlement par la lettre de Zinovieff, et je me demande si ses sympathies communistes seront désormais aussi fortes que l'année dernière. En tout cas, il me semble désirable, dans notre réponse aux Russes et, comme je l'ai déjà dit, sur les points dont j'ai parlé, que nous jouions sur la carte de l'autonomie anglaise et du cellulage, ce qui, je crois, ne pourra que renforcer nos positions.

Signé : OUDEGEST.

ENTRE NOUS

Notre souscription.

Comme on le verra plus loin, notre appel en vue de couvrir la dépense supplémentaire du numéro de la *R. P.*, consacré au Congrès confédéral de Bordeaux, a déjà été entendu par quelques camarades : certains y ont même largement répondu.

En remerciant les uns et les autres, nous insistons auprès de tous ceux de nos amis qui n'ont pas encore bougé afin qu'ils nous fassent parvenir leur obole.

Une seule liste de souscription nous est rentrée : celle de Kéraudy. Que font les autres ? Dorment-elles dans un coin ?

Nous sommes à quinze jours de l'échéance où il nous faudra régler, en sus du montant ordinaire, la dépense supplémentaire de 2.000 francs. Ne l'oublions pas, et, un bon mouvement, passons à la poste illico.

Soyez sûrs que ça nous embête de tendre la main; si nous n'y étions pas obligés, nous nous en passerions fort bien. Faites en sorte que nous ne la tendions pas trop longtemps.

Voici la liste des souscriptions qui nous sont parvenues. A remarquer que nous rattrapons le retard dans la publication des souscriptions qui étaient arrivées avant notre appel exceptionnel.

Mois de juin. — Kéraudy (Paris), 10 fr.; Garsot (Paris), 5; Mauer-Declercq, 5; Adam (Bordeaux), 16; Beucher (Evreux), 4; Castex (Paris), 18; Fétu (Paris), 2; Béranger (Aubervilliers), 4. — Total : 64 francs.

Mois de juillet. — Robinson (Bas-Rhin), 5 fr.; Bottelberghe (Bruxelles), 24,50; Berthélemy (Manche), 20; Abramovici (18^e), 5; Beaurieux (Seine-et-Marne), 4; Thévenon (Loire), 5; Gross (Bouches-du-Rhône), 5; Lourdin (Loire), 10; Kaufman (Drôme), 20. — Total du mois : 98 fr. 50.

Mois d'août. — Souscription au Congrès de l'Enseignement (liste publiée dans notre dernier numéro), 115 fr.; Cauzard (Paris), 10; Garsot (Paris), 2; Leroy (Paris), 4. — Total du mois : 131 francs.

Mois de septembre. — B. Carnel (Finistère), 20 fr.; M. et A. Richard (Dax), 10; Salomé, 5; Bottelberghe (Belgique), 24,50; J. et J. Corneé (Finistère), 20; F. et J. Baldacci (Loire), 20; L. et M. Courbon (Loire), 20; Coopérative « La Solidarité » (Paris), pour la propagande syndicaliste en vue du Congrès de Bordeaux, 50; Leblanc (Aisne), 100; Reynier (Ardeche), 5; Un Syndicaliste (Paris), 60; Paul George (Vosges), 10; V. Labonne (Paris), 20; Liste remise par Kéraudy (C. P. D. E., Paris) : Dutrenoy, 5; Vessières, 2; Azières, 2; Martzloff, 5; Kéraudy, 20; Bourdeix, 2; Jeanjean, 2; Maure, 6; Un Copain, 2; total de la liste Kéraudy, 46 fr. — Total au 10 septembre : 410 fr. 50.

Renouvelez ! renouvelez !

Maudites vacances ! A cause d'elles, pas mal de quittances nous sont revenues avec la mention : *absent*. Que, dès leur retour, les intéressés s'empressent de nous transmettre le montant de leur réabonnement. Nous en avons besoin pour la fin du mois.

+++ COLLECTIONNEZ +++
la "Révolution Proletarienne"

Le gérant : V. GODONNÈCHE.

Paris. — Imp. Nouvelle (Ass. ouv.), 11, rue Cadet. Téléphone Gut. 30-79.

J. Amilcar, directeur. — 1488-9-27

